

- 5) R.P. Lotar : *La Grande Chronique de l'Écône*, p. 49.
- 6) Coquilhat, op. cit., p. 352. C'est nous qui soulignons.
- 7) Cette situation perdurera longtemps. Le procureur du Roi a Coquilhatville écrit encore en 1929 : « La Colonie belge est encore bien près de ses origines, militaires, et nos services publics ou privés sont encore assurés, pour une bonne part, par de braves gars qui l'on a serré pendant les belles années de leur jeunesse française que la discipline est la principale force des Armées ». Jadot, J.M., op. cit., p. 235.
- 8) Impôt en nature, consistant en corvées, fournitures de nourriture, etc... pour le poste par les indigènes.
- 9) F.P., op. cit., p. 69.
- 10) Circulaire de novembre 1896 du G. G. Wahis, Lyeops et Touchard, op. cit., T. II, p. 542.
- 11) On tenta aussi de *refiler* à la F.P. des gens trop jeunes ou en mauvaise santé (à certains moments la mortalité fut de 50% pendant la première année de service militaire, fondamentalement à cause du mauvais état sanitaire des recrues avant leur incorporation). L'Etat y mit le holà.
- 12) lettre du 20/6/1896 du père G. de Beersl, St. Jacques de Lusaka, APB, feuillet 209.
- 13) *ibidem*, feuillet 210.
- 14) *pioche* désigne souvent à l'époque, sous la plume des Blancs, la boue.
- 15) le tabwa.
- 16) Diacre de Lusaka, mai 1898, APB feuillet 243. Cette façon spéciale d'entendre le métier d'interprète judiciaire a été dénommée maintes fois, et à des dates plus récentes, p. ex. *cf.* H. Gendarme, op. cit., tome II. Et la critique reste, encore de nos jours, en grande partie valable, *cf.* De Boeck, Langues et Démocratie en Afrique Noire.
- 17) Carnets du capitaine Joubert, 17 juillet 1896, APB, E - 18, f. 1896/15.
- 18) *ibidem*, 17 octobre 1896, f. 1896/22.
- 19) *ibidem*, 18 octobre 1896, f. 1896/22.
- 20) Carnets du cap. Joubert, 18 octobre 1896, APB E-18 f. 1896/22.
- 21) par exemple : F.P., op. cit., page 68.
- 22) nduga ya timbo : frère au sens étroit, pas simplement de la même tribu. Plus loin, *grand jere* traduit *kake* : frère né avant la personne qui parle, ce qui ne signifie pas qu'il soit adulte au moment des faits.
- 23) C'est-à-dire vers l'intérieur des terres, par rapport au Langanyika.
- 24) en français dans le texte.
- 25) habari za timbo : des nouvelles du fouet, désigne généralement toute espèce de mauvais traitement, tracasserie ou injustice, venue d'une autorité supérieure.
- 26) Les Tabwa affectent de mépriser les Bemba et tout ce qui y touche. C'est d'ailleurs peut-être par mépris qu'elle y place l'Européen dont les soldats auraient relevé.
- 27) Nous laissons au témoin la responsabilité de cette interprétation de la compétence territoriale dans l'EC. Un Congolais, surtout âgé, a presque toujours un règlement ou une coutume en réserve pour lui donner raison!
- 28) Soit entre 1892 et 1895, Récit d'Elisabeth K., environ 80 ans en 1972, territoire de Moba.
- 29) Cdt. Tonglet : *La Force Publique du Congo*, La Belgique Coloniale, 16 mars 1902.
- 30) L. Lapière, cité par Michaux, Oscar, op. cit.
- 31) A.J. Wauters, op. cit., p. 447.
- 32) F.P., op. cit., Annexe 6, page 511.
- 33) A l'époque, localité près de Léopoldville, qui fut absorbée par la capitale avant de lui donner son nom.
- 34) venant de l'actuel Ghana.
- 35) Extrait du *Mouvement Géographique* du 14 août 1898, col. 403 et suivantes.

IV. La Force Publique Les Européens

Les soldats africains de la F.P. étaient donc encadrés par des officiers blancs.

A tout seigneur, tout honneur, la F.P. avait évidemment un commandant en chef. Cette fonction eut un nombre assez élevé de titulaires pendant les dernières années du XIX^e siècle.

L'organisateur de la F.P., le Cdt. Léon Rogel, resta en fonction d'août 86 à août 88. Après lui se succédèrent les Commandants Henri Avarts (août 88-octobre 89), Léon Van de Putte (juillet 90-juin 91), Léopold Fourdin (octobre 91-juin 93), Georges Dieleman (juin 93-juin 95), Jules Van Dorpe (juin 95-juin 98) (1). Georges Dieleman fut le premier à revenir en fonction de mars 99 à mai 1900 et eut pour successeurs Ernest Tonglet (mai 1900-novembre 1902) et Gustave Seghers (juin-décembre 1903). Erasme Wannant, entré en fonction en 1904, fut le premier Lieutenant-colonel, et il fallut attendre Tombour, en janvier 1916 pour voir la fonction confiée à un Général (2).

Rappelons que le rôle du Commandant en Chef était uniquement administratif. Les changements, rapides à ce poste affectaient donc moins la F.P. qu'on ne pourrait le croire. La continuité était assurée par le G.G. Wahis. D'autre part, les officiers en charge des commandements importants à l'intérieur avaient eux aussi des fonctions civiles leur conférant le commandement effectif des troupes. Le rôle du Commandant en Chef était d'autant plus réduit qu'il résidait à Boma, fort loin des opérations.

Au moment où Léopold II était devenu le Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, des voix d'étaient élevées en Belgique pour émettre la crainte que des troupes belges puissent être envoyées au Congo.

La Réforme, journal résolument anti-congolais, affirmait : « on veut nous entraîner dans une autre aventure fonkinoise » (3). *Le Flambeau de*

Bruges (4) avançant que Bismarck, en soutenant les projets de Léopold II, lui avait demandé en même temps que son acquiescement à sa prochaine nomination de suzerain, l'envoi de trois ou quatre régiments belges dans l'Afrique Centrale; deux demandes d'une extrême gravité et naturellement faites pour faire naître de grandes perplexités.

Pour comprendre ces inquiétudes, il faut se souvenir que l'Europe s'était trouvée, depuis une bonne vingtaine d'années, engagée dans une profusion de guerres coloniales, où les troupes métropolitaines de diverses puissances européennes furent engagées, parfois sur une grande échelle. L'Angleterre avait connu aux Indes la *revolte des Cipayes* de 1857 et se trouvait mal embarquée au Soudan. Elle avait, conjointement avec la France, fait la guerre à la Chine de 1857 à 1860. La France fait la guerre en Cochinchine (dans l'actuel Vietnam) de 1859 à 1862 et ne prend pied au Tonkin en 1883 qu'après l'extermination de deux corps expéditionnaires en 1873 et en 1882. Elle doit à diverses reprises livrer de dures campagnes de pacification en Algérie. La Belgique elle-même s'est trouvée mêlée, conjointement avec la France, à l'aventureuse guerre du Mexique (1862-1869) à laquelle un corps expéditionnaire belge avait pris part. Il s'agissait, il est vrai, de volontaires. Enfin, les expéditions de Stanley et celles de l'Ala s'étaient déjà heurtées à des résistances et avaient eu des pertes. L'Ala avait eu onze morts européens entre 1878 et 1884 (5).

Aussi, dans la lettre du 16 avril 1885, par laquelle il sollicite des Chambres l'autorisation d'accepter la souveraineté du nouvel État, Léopold II a-t-il bien soin de préciser que sa défense et sa police (du Congo) reposeraient sur des forces africaines commandées par des volontaires européens (6).

Parmi ces volontaires, les Belges seront les plus nombreux: 648 officiers et 1.612 sous-officiers entre 1877 et 1908, soit 2.260 hommes (7). Ce chiffre ne comprend que les militaires partant pour exercer des fonctions dans la F.P. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'ils étaient également très nombreux parmi le personnel civil, public ou privé. L'engagement d'officiers belges avait l'avantage de permettre ce qu'il faut bien appeler une entouloperie: une fois agréé par l'EJC, le candidat était détaché à l'Institut Géographique Militaire, qui le mettait à la disposition du Roi. Il conservait donc son traitement de l'Armée Belge, auquel s'ajoutait un supplément annuel payé par l'EJC. En 1896, celui-ci était de 6.000 francs par an pour un lieutenant (8). Cette situation provoqua diverses interpellations parlementaires, dont une de l'Amiral Vanvoyle en 1905 à propos des rémunérations payées à des officiers au service d'un État étranger (9).

De plus, les militaires servant dans la F.P. se voyaient gratifiés auto-

matiquement d'un avancement d'un grade. Ceci explique certaines bizarreries. Pour l'exemple cité de la F.P., les huit premiers Commandants en Chef de la F.P. étaient des Commandants. Watlers ne les cite que comme Capitaines. La différence tient à l'emploi, tantôt du grade métropolitain, tantôt du grade congolais. C'est avancement représentatif surtout pour les grades *passes par* assurant un attrait supplémentaire: surtout pour les grades *passes par le cadre* (10) qui ne voyaient guère de perspective de faire une carrière intéressante en Belgique. Léopold II passe pour s'être intéressé personnellement aux dossiers des officiers qui avaient des ennus, dettes, querelles de fer ou de femmes... Il leur aurait conseillé un petit changement de carrière (11). Rien ne prouve que ce soit vrai. Mais il est exact qu'à cette époque l'Armée et la Colonie passaient pour le lieu idéal pour réformer sa conduite par une saine discipline... et se faire oublier. L'attrait de la fiction et de l'exotisme peut à lui seul expliquer bien des choses si l'on tient compte du caractère hautement insipide de la vie de garnison en Belgique (12). Dans toutes les villes, même la capitale, la vie bourgeoise se trouvait réglée par des habitudes immuables, rythmées par le balancier de l'horloge; déjeuner à midi, café et tartines à quatre heures, dîner à huit heures; pour les hommes, la lecture du journal, la pipe, le cabaret, les discussions politiques. Jamais un livre. Deux ou trois soirées par an à la Monnaie (13) et un concert suffisaient à satisfaire le besoin de loisir. Les officiers suivaient la même ligne tracée au cordeau, mais entraient entre eux. A Bruxelles, ils fréquentaient des cafés choisis comme *Les Trois Suisses*. En province, le cabaret le mieux tenu, où, parfois, s'élevait une société civile et militaire juxtaposant sans les mêler officiers en tenue et bourgeois solennels.

Ajoutons que de 1870 à 1909 les gouvernements belges successifs ont eu de la peine à admettre la nécessité d'une défense nationale forte. L'Armée vivait donc avec des moyens étiés et dans une atmosphère peu exaltante d'économie de bouts de chandelles. L'argent, l'ambition et l'attrait d'une vie plus large sous des cieux nouveaux se conjuguèrent donc pour auéoler d'attraitis le service dans la F.P.

Parmi les motivations des officiers, comme des autres coloniaux, une certaine dose d'idéalisme n'est pas à exclure. S'il est nécessaire de condamner durement et sans nuance le système colonial, et en particulier le système de pillage qui était la colonisation léopoldienne, il ne faut pas pour autant considérer tous ceux qui s'y trouverent impliqués comme un ramassis d'assassins, de pillards et de gens sans aveux.

A cent ans de distance et en bénéficiant des leçons de l'Histoire, il est facile de discerner combien l'idéal civilisateur de l'Europe généreuse ployant sous le *faïdieu de l'Honneur Blanc* dissimulait d'arrière-pensées basses et intéressées. Nous pouvons voir que l'on se proposait de rendre

plus profonds et plus noircis des liens tressés depuis le XVI^e siècle entre le Nord et le Sud (liens dont nous ne sommes pas encore sortis). À l'époque tout, dans la mentalité ambiante et dans l'éducation qu'ils avaient reçue, disposait les jeunes hommes qui s'aventuraient aux colonies à croire à leur mission. S'il est en particulier une différence entre nous et nos aînés de il y a un siècle, c'est l'optimisme de il y a cent ans qui paraît incroyablement nos yeux. Le progrès indéfini de la science et de la civilisation était à leurs yeux plus qu'un article de foi; c'était une évidence. Et cette évidence rejoignait sur la civilisation occidentale pour lui conférer une auréole d'indiscutable supériorité. Notre scepticisme devant la civilisation, ou devant l'Inde même qu'une civilisation puisse être supérieure à une autre a demandé deux épouvantables massacres mondiaux, la perspective de la destruction de l'humanité par sa propre folie, que ce soit en un instant par les armes accumulées, ou à petit feu par un savant mélange de famine croissante et de destruction galopante de l'environnement et des ressources naturelles. Nous avons beaucoup vieilli en cent ans.

À côté des officiers belges, le cadre de la F.P. comptait aussi un nombre non négligeable d'officiers européens de diverses autres nationalités. Les Scandinaves furent les plus nombreux. Entre 1878 et 1904, les Suédois furent 47 officiers et 18 sous-officiers, les Norvégiens 26 officiers et 3 sous-officiers. De Suisse vinrent 9 officiers et 3 sous-officiers. Les Français étaient 80 en 1904, lorsque les remous suscités par le rapport Casement puis par la Commission Internationale d'Enquête incitèrent le Ministre italien de la Guerre à interdire aux officiers italiens en activité de service de contracter un engagement avec l'É.I.C. Il y eut aussi quelques Britanniques, Allemands et Autrichiens, au moins un Roumain, un Turc et un Américain (14). C'était donc, là aussi, un véritable manuel d'Arlequin. Durant les événements de 1895-1900, ce sont surtout les Scandinaves que nous aurons à rencontrer aux côtés des officiers belges.

Ces officiers presteaient au Congo des termes de trois ans. Les moyens de communication se réduisaient aux steamers des rivières importantes, aux pirogues et à la marche à pied. Tout au plus pouvait-on marcher avec les pieds des autres en se faisant porter en tyope (15). Aussi arrivait-il souvent qu'un officier ou un agent d'administration ne preste en fait de son terme que deux ans de travail utile: le voyage du bas-fleuve à son poste lui prenait six mois, et le retour tout autant (16).

Autre résultat de cette même lenteur des communications: les remplacements ou les arrivées de cadres frais presteaient un temps infini et, à

chaque campagne importante de la F.P., on dut prolonger le séjour d'officiers. (En de terme, voire "attraper" au vol des officiers que leur voyage de retour faisait passer à proximité du théâtre des opérations.)

Tout cela étant, on ne s'étonnera donc pas d'apprendre qu'à l'époque dont nous parlons, l'encadrement des troupes n'était pas surabondant! Les compagnies actives comptaient en 1897 un officier commandant et un officier ou sous-officier par peloton. Ce dernier, la plus petite unité commandée par un Européen, avait un effectif variant de 40 à 80 hommes, subdivisé en sections commandées par des sergents africains, sections qui étaient elles-mêmes subdivisées en escouades aux ordres de caporaux africains. Il s'y ajoutait un clairon pour 40 ou 50 hommes. Au moment de la révolte des Baoni, les effectifs avaient été gonflés à cause de la préparation de la campagne du Nil. Les pelotons se rapprochaient donc à peu près tous de leur *platoon* de 80 hommes.

Lors des premiers balbutiements de la F.P., on avait connu des pelotons homogènes. On a même gardé le souvenir de compagnies stationnées à Boma et dont l'uniforme s'ornait de brandebourgs de couleurs différentes selon la provenance des soldats: jaune pour les Bangala, rouges pour les volontaires de la Côte. On adopta bientôt le principe du mélange des ethnies et, surtout après la mutinerie de Luluabourg en 1895, on essaya d'éviter qu'une ethnique fournisse plus du quart des effectifs d'une unité.

Cette bigarrure ethnique de la troupe, jointe à la bigarrure du cadre posait le problème de la langue de commandement. Le lingala n'avait pas encore été adopté comme langue unique de toute la F.P. Du côté de la troupe, seuls quelques *volontaires de la Côte* connaissaient des bribes d'anglais. Du côté du cadre, les officiers de provenance étrangère ou flamande n'étaient pas forcément de fins linguistes.

Pour les commandements, le français prévalut. C'était à l'époque la seule langue officielle en Belgique et, pour quelques temps encore, la principale langue internationale.

Pour leurs rapports quotidiens entre eux, les officiers se débrouillaient comme ils purent, et parfois avec des résultats assez pittoresques. Avec les indigènes, le système qui prévalut toujours au Congo était que les Blancs apprennent la langue des Noirs, et non l'inverse. Les discussions semblent s'être passées dans la langue de grande communication qui prévalait à l'époque où l'on se trouvait. Les termes indigènes qui figurent dans les rapports, documents ou récits de l'époque, tels les surnoms des officiers, ou l'une ou l'autre phrase dite par les soldats sont tantôt en swahili, tantôt en lingala. Pour la période dont nous nous occupons, le swahili semble dominer. Il est cependant difficile de démêler si cela tient à la prépondérance momentanée des ressortissants du Taa-

laba-Kisai et de la P. O. dans le recouvrement de la F. P. (17) ou au fait que les opérations se déroulent principalement dans les régions orientales du pays, donc dans des régions ayant le swahili comme principale langue de grande communication.

Par contre, nous sommes persuadés (18) que le choix final du lingala comme langue unique de la Force Publique a été influencé par les événements de 1895-1900, où les régions swahiliphones ont fourni un nombre considérable de révoltes, alors que les régions à prédominance lingala ont eu plutôt propension à demeurer fidèles à l'F.C. Cette situation a d'ailleurs encore tendance à perdurer de nos jours.

La vie matérielle de ces officiers était en grande partie dépendante des moyens de communication dont disposait la F. P. C'est pourquoi il nous paraît préférable d'en parler au chapitre des moyens.

Que devenaient-ils au moral? Si l'on compulse les documents, tout de même assez nombreux, qu'ils nous ont (19) laissés, en comparant ceux qui tiennent trop de l'apologie ou du dihyrambe de circonstance, nous constatons une belle unanimité pour tomber à bras raccourcis sur deux *beats noirs*, l'isolement et... l'administration.

Cette dernière semble avoir été particulièrement papperassière. Voici ce qu'en disait Adolphe Jacques en septembre 1891: Lettres, rapports, comptabilité, papperasserie, papperasserie; c'est fichant et ça ne fait que croître et embellir... J'avais une foule de choses à écrire à l'Etat et à la Société (20) et, par devoir, j'ai couvert d'encre un demi-hectare de papier... Quand je m'en irai, j'arrosrai mes choux avec ma dernière bouteille d'encre (21).

On lui reproche aussi d'être indécise tout en portant ensuite des jugements sans appel. Le même Jacques écrivait: Il n'y a pas un seul de ces ronds de cuir qui ose engager sa responsabilité. C'est comme si j'étais abandonné. Il faut bien que je me débrouille tout seul (22). Personne dans les sphères gouvernementales, pas plus qu'à la Société Antiesclavagiste elle-même, n'ose engager sa responsabilité en me donnant des ordres d'agir en tel ou tel sens? On me laisse me débrouiller et, quand tout sera fini, si c'est bien, tant mieux, je serai félicité. Si mon action a heurté des intérêts politiques, commerciaux ou autres, je serai le baudet de la fable (23).

Ceci fait évidemment penser à la fameuse *ingratitude de Léopold II*. Nous aurons à en croiser le plus bel exemple puisque la perle en fut son attitude envers Dhanis, précisément à propos des Baoni.

La doctrine de l'F.C. en cette matière semble pouvoir se résumer ainsi: Vous devez réussir. Nous vous en voudrons si vous échouez. Nous vous en voudrons aussi si vous réussissez par des moyens qui nous

valent des ennus. Si vous réussissez sans *partir* comme ce n'est que partie remise et ne comptez jamais sur vos états de service pour nous ins parer de l'indulgence.

Ce genre de situation était sans conteste éprouvante pour les nerfs, d'autant que l'isolement venait s'y joindre (24). Les situations ou l'on était seul abondaient. A qu'on s'ajoutait l'isolement affectif, non y avait à l'époque que des hommes au Congo. Le mot *prostitue* ne semble pas avoir existé en lingala avant la colonisation. Lorsqu'il fait son apparition dans les premières lexiques publiées par les missionnaires, on recourt à une paraphrase: *Mwasi na Leta; femme de l'Etat*. La médecine s'enrichit également à cette époque de la notion nouvelle de *fièvre tropicale*, le climat étant censé fatiguer par lui-même cet organe... dont la sensibilité à l'alcool et aux stupéfiants ne pouvait évidemment être en cause.

Nous avons déjà fait remarquer combien des fonctions comme celles de C.D. comportaient de responsabilités et pouvoirs divers, tous exercés par un seul homme sur une région couramment plus grande que la Belgique. Qu'il s'y joigne un peu de tension nerveuse et quelques excès, et l'on viretra vers la tyrannie pure et simple. Surtout chez des personnes ayant naturellement le goût de l'autorité et du commandement. Or, beaucoup de ces personnes embrassent la carrière militaire...

Il n'est donc pas étonnant du tout qu'il y ait eu une foule d'excès à déplorer. Encore aurait-on pu, plutôt que de les regretter tout en en attribuant la responsabilité à un lampiste individuel, ne pas créer d'abord les conditions qui y mènent.

Une grande partie de la littérature coloniale disponible a été d'inspiration nettement catholique. Et de ce fait ces oeuvres d'édification et de propagande coloniale ont une tendance notable à faire des colonisateurs des sortes de *croisés*, d'autant plus qu'un certain nombre de faits d'armes de la colonie pouvaient se décrire comme des affrontements entre le christianisme et l'Islam. On a donc fait lecture abondamment, à l'usage de la F. P., l'auréole du chevalier chrétien. Outre le fait que les missionnaires sont beaucoup plus discrets sur ce sujet que les thuriferaires de la colonisation, voici ce qu'en disait un catholique pratiquant, habitant Boma en 1887: Il ne se trouve malheureusement pas parmi mes compagnons, il ne s'en trouve pas un seul qui partage la même manière de voir que moi en tout. A part le gouverneur, qui y a fort probablement un peu par politique, je suis le seul à faire visite aux Péres (25). On est tout à fait fondé à croire que la religion a joué chez les colons un rôle bien plus modeste qu'on ne l'a prétendu, que ce soit comme motivation ou comme frein.

V. La Force Publique

Les Moyens

Une force armée a besoins du *nerf de la guerre*. Le budget de la F.P. représentait une part importante du budget ordinaire de l'Etat indépendant. Il est à noter que la comptabilité de l'Etat n'a été rendue publique qu'après 1890 et qu'on a fait le *black-out* sur les résultats financiers détaillés des exercices postérieurs à 1893. C'est donc pas précisément une maison de verre que l'IEIC dont les archives furent, de plus, détruites en 1908 (1).

LA FORCE PUBLIQUE DANS LE BUDGET DE L'IEIC

Années	B.O.		B.O. F.P.	%	Effectifs
	prévisions recette	dépenses			
1891	4.554.931	4.554.931	2.271.628	49%	3.186
1892	4.731.981	4.731.981	1.635.864	34%	6.051
1893	5.220.681	5.440.681	2.126.479	38%	7.634
1894	4.949.444	7.383.554	3.308.700	45%	10.215
1895	6.004.764	7.370.939	3.556.672	48%	13.983
1896	7.002.735	8.236.300	4.820.793	58%	11.742
1897	9.319.300	10.141.871	4.944.045	48%	13.983
1898	14.765.050	17.251.975	6.870.631	39%	19.028

Sources: Waiters, op.cit., pp. 448, 460 ss.
F.P., op.cit., Annexe 12, page 517
B.O. = Budget Ordinaire

Les sommes consacrées à la F.P. représentaient donc toujours plus de tiers et très souvent près de la moitié du budget ordinaire. Les 58% de 1896 sont liés à des circonstances exceptionnelles: la F.P. se trouve engagée dans la répression de la révolte de 1895 et prépare l'expédition contre les Mahdistes. Elle est donc engagée dans deux opérations d'envergure à la fois.

Par rapport aux autres postes du budget, la F.P. est le poste le plus important, et ceci avec une forte différence relative: en 1898, le poste

NOTES

- 1) H. Saignes et des militaires effectifs. Il n'a pas été tenu compte des intermédiaires.
- 2) F.P., op.cit., Annexe E3, p. 518.
- 3) Waiters, op.cit., p. 448 cit. infra pour les différences entre les deux sources.
- 4) F.P., op.cit., p. 36.
- 5) Weber, *Cinq Cent ans de l'histoire géographique* du 2^e janvier 1889.
- 6) Waiters, op.cit., p. 93.
- 7) F.P., op.cit., Annexe I, p. 505.
- 8) Dr. Meyers, *Le Privé d'un Empire*, Bruxelles, Dessart, 1943, p. 18.
- 9) L'étranger traitait quant à lui en pure fiction la séparation des deux couronnes. Pour un manuel français de la Belle Époque, l'IEIC est en réalité une colonie belge, fondée sous les auspices du roi Léopold II. Cours Supérieur d'histoire de France et notes d'histoire générale, Louis, Mame, Paris, De Grigord, p. 799.
- 10) Weber, op.cit., p. 24.
- 11) Opéra de Bruxelles.
- 12) E. Wauters, *La Vie militaire en Belgique au siècle dernier*.
- 13) F.P., op.cit., p. 48 et annexe 2, p. 506 pour les chiffres globaux. Aux annexes 20, p. 576 et 22, p. 528, qui sont des listes de pertes, figurent respectivement l'Américain Burke et le Turc Inver. Ce dernier a selon toute vraisemblance été engagé sur place, comme l'ont été les débris des troupes turco-egyptiennes de l'Équatoria.
- 14) Sortie de chaise ou de hamac à porteur, d'aspect fort variable suivant les régions.
- 15) A propos de tout ce qui regarde les communications, on se reportera utilement au chapitre suivant.
- 16) Voir pp. 45-46.
- 17) Nous nous en sommes expliqués par ailleurs (cf. *Langues et démocratie en Afrique noire*, III^e partie).
- 18) Nous pensons en particulier à des carnets tenus à des fins personnelles et à la correspondance privée.
- 19) La Société Antihéséaragiste, qui a envoyé Jacques à Abou, ou il est en même temps C.D pour le compte de l'IEIC.
- 20) de Buck, Jean Marie, op.cit., 1933, pp. 68-70.
- 21) Ibidem, page 72.
- 22) Ibidem, page 71.
- 23) Etant entendu qu'un Blanc est *seul* même au milieu de cinquante Noirs...
- 24) de Buck, op.cit., p. 32.

qui vient au deuxième rang (exploitation du Domaine) représente 3.218.741 F, soit environ la moitié de celui de la F.P. ; le troisième (service de la Marine), 1.945.538 F, n'en représente même pas le tiers.

La période pendant laquelle l'ÉtC accepte une certaine *transparence* de ses comptes, 1890-1893, correspond à une période financière particulièrement difficile pendant laquelle Léopold II devra prendre des libertés avec l'Acte de Berlin en engageant les *terres vacantes en domaine de l'Etat* et *Domaine de la Couronne*, en taxant les exportations. Il dut néanmoins emprunter 25 millions à la Belgique. Tout ceci se passait avant que les ressources *minieres* du Congo soient connues. C'est en 1894 que les profits et les pertes du commerce extérieur s'équilibrent pour la première fois et il faudra attendre le début du XX^e siècle pour voir apparaître un boni significatif (une vingtaine de millions en 1903) (2). On peut d'ailleurs se poser des questions sur l'exactitude de comptes qui, comme de 1891 à 1893, prétendent s'équilibrer au franc près. Jouissant de l'impunité grâce à sa position, Léopold II *triqua* parfois ses comptes, disant avoir fait des encherteries. On apprit inopinément en 1895 qu'il avait gardé secrète une dette de plus de cinq millions (3), en violation des accords de 1890. C'était faux : il ne visait qu'à obtenir un prêt supplémentaire.

Nous possédons, dans l'ouvrage de Wauters, un tableau détaillé des recettes et dépenses pour l'année 1898. On peut y constater que les principaux postes de recette sont :

Avance du Trésor belge	2.000.000
Versement personnel de Léopold II	1.000.000
Droits de sortie	2.400.000
Droits d'entrée	1.100.000
Produits du domaine, tributs et impôts payés par les indigènes	6.700.000
Total :	13.200.000 sur 14.765.050 (4)

La moitié des recettes est constituée par les revenus issus du travail forcé des Noirs. Un quart est versé par la Belgique, soit directement, soit par le biais de la cassette de Léopold II. Les particuliers blancs et les compagnies commerciales opérant au Congo n'interviennent donc que pour un quart dans les recettes.

Cette même année 1898, il y a quasiment équivalence entre la part du budget prise en charge par les indigènes (6.700.000 F) et le budget de la F.P. Wauters, se basant sur un document qu'il dit emprunté au baron van Hevelde, secrétaire d'État de l'ÉtC, donne une comparaison des

dépenses et des recettes pour les années 1886 à 1897. Il est intéressant de comparer le pourcentage des dépenses converti par les recettes et celui que représentaient les dépenses pour la F.P.

Années	Recettes	dépense recettes	% F.P.
1891	1.319.145	28,97%	49%
1892	1.502.515	31,75%	34%
1893	1.817.475	33,40%	38%
1894	2.454.778	33,25%	45%
1895	3.600.000	47,00%	48%
1896	5.887.404	56,83%	58%
1897	9.183.360	68,21%	39%

Sources : Wauters, op.cit., p. 463

F.P., op.cit., annexe 12, p. 517

Il s'agit ici du budget ordinaire, donc sans tenir compte des versements personnels de Léopold II, ni de ceux de la Belgique ou des ressources de l'emprunt. Si, partant du fait que les mécanismes administratifs de la *mise en valeur du domaine* ont été mis en place en 1890 et commençaient donc à fonctionner en 1891, on applique à toute cette période la clé de répartition des charges entre Européens et Africains qui était celle de 1898, soit 2 à 1, on obtient :

Années dépenses/recettes	% Européens	% Africains	% F.P.	
1891	28,97%	9,65%	19,42%	49%
1892	31,75%	10,58%	21,17%	34%
1893	33,40%	11,13%	22,27%	38%
1894	33,25%	11,08%	22,17%	45%
1895	47,00%	15,66%	31,34%	48%
1896	56,83%	18,94%	37,89%	58%
1897	68,21%	22,73%	45,48%	48%

Il s'agit évidemment là d'approximations mathématiques et non de données d'archives et elles ne sauraient donc être exactes au centime, ni même à quelques % près. Il est par contre très probable que les proportions réelles furent dans cet ordre de grandeur.

En 1891, les recettes ordinaires couvraient à peine plus de la moitié du budget de la F.P. A partir de 1892, les chiffres des recettes ordinaires et ceux du budget de la F.P. sont très proches les uns des autres. Le recrudescence

1894 est sans doute imputable à la *campagne arabe*. En 95 et 96, les chiffres sont si proches qu'on peut réellement parler de couverture des frais de la F.P. par les recettes ordinaires. En 1897, les dépenses de la Force Publique devaient être pratiquement couvertes par les contributions de Africains seuls. Et nous avons vu qu'en 1898, l'objectif était atteint, 1 70 631 F près!

En quelques années, l'F.C. est donc arrivé à se doter d'un instrument de répression et d'extorsion suffisamment efficace dans la spoliation des indigènes pour que celle-ci rapporte de quoi en couvrir les frais. Nous ne prétendons évidemment pas que les autochtones du Congo étaient au courant du budget de l'F.C. Nous avons vu que les Belges eux-mêmes n'en étaient guère informés! Mais il est hors de doute que les Congolais se rendirent vite compte qu'ils étaient spoliés, que la F.P. était entreprenue à l'aide de leurs dépouilles et qu'elle était le principal instrument de ce pillage (5). L'un des éléments du contexte dans lequel vont évoluer les Baïom sera donc que les populations congolaises se rendaient compte dans l'ensemble qu'elles *avaient eu intérêt à ce que la F.P. disparaisse*.

Si l'argent est le nerf de la guerre, c'est parce qu'il permet de s'armer et de s'équiper. Voici donc succinctement quels étaient l'uniforme et l'équipement de la F.P. à l'époque qui nous intéresse. Les officiers européens portaient un uniforme assez semblable à celui de leurs collègues des autres branches de l'administration (6): redingote à deux rangées de cinq boutons et pantalon, en drap bleu roi, avec chemise et gilet blancs pour la grande tenue. On devait y cuire agréablement. La petite tenue comprenait une veste à une rangée de boutons et un pantalon, en étoffe bleue ou en coutil blanc. Veste et redingote portaient au col l'étoile couronnée supportée par deux palmes brodées. Les militaires se distinguaient des civils par le port de l'épée et un lion doré appliqué sur le haut de la manche gauche. On se coiffait soit du casque colonial, soit d'une casquette bleue assez semblable à celle des officiers de marine, ornée de l'étoile couronnée. Les insignes de grade (ganses et galons) se répétaient sur les deux manches et sur la casquette. En campagne, les officiers étaient armés du fusil Mauser 1889, et du pistolet Browning.

Les soldats africains portaient une veste et une culotte courte (*kapitulat*) de toile bleue, un fez et une ceinture rouges. A Léopoldville et Boma, ils avaient en outre une tenue d'apparat en serge bleue. On y ajoutait une vareuse en laine dans les régions froides.

Des insignes distinguaient les clairons (cornets), artilleurs (grenades), comptables (étoile), ainsi que les tireurs d'élite, pointeurs, etc... les recrues recevaient une couverture, deux dans les régions froides. Un

havresac et un équipement avec cartouchière et porte-banquette complétaient l'équipement (7). D'abord assez disparate, l'armement individuel fut unifié, à partir de 1891, avec l'introduction du fusil Albin. C'était une arme à un coup, dont l'arme belge avait abandonné l'usage, mais qui possédait l'avout d'un mécanisme robuste et simple.

Les munitions unifiées tout au long des événements que nous relatons étaient des munitions *à l'unique*. Les munitions, sans limite, furent employées pour la première fois par l'armée anglaise à Omdurman (Soudan), un an après la révolte de l'expédition Dhanis. Les combats se passaient donc la plupart du temps, au sein des épais nuages de fumée chers aux images d'Épinal.

Le grand avantage que présentait l'Albin par rapport aux *pipi* et à beaucoup de fusils de trait, était que, se chargeant par la culasse, il pouvait fonctionner par tous les temps. Les armes à capsule, au contraire, ne fonctionnaient plus dès qu'elles étaient humides. Et quiconque a essayé, ne partait plus des qu'elles étaient humides. Et quiconque a essayé, *humide* fut-ce qu'une fois, une averse tropicale sait qu'en l'occurrence, *humide* est un euphémisme. Et avant que ne jouait pas, au départ, contre les Baïom. Il a pu jouer plus tard quand ils firent rejoins par des révoltes indigènes n'ayant pas été soldats.

L'artillerie de campagne comprenait au départ (1883) douze canons Krupp de 75 mm. On en acquit d'autres, en bronze et en acier, de sorte qu'il y en avait 42 en 1908. Il s'agissait de canons rayés dits *de montagne*, c'est-à-dire démontables en morceaux assez petits pour les faire porter à dos d'homme. Une pièce plus légère, le 47 mm Nordenfeldt, construit par Cockrell à Serango, fut introduite pendant la campagne contre les Ngwana. Il y en avait 62 en 1908. Trois hommes collinaient le tube de 85 kilos, deux autres les flasques de 25 kilos chacune, un sixième la vis de pointage et des pièces de rechange, et un septième les arnaments et la crosse d'affût. Les munitions étaient réparties en charges de 30 kilos représentant dix coups. Les Krupp et les Nordenfeldt tiraient des obus ou des boîtes à balles et à mitraille. Les Krupp pouvaient tirer aussi des shrapnells et possédaient des fusées à temps (double effet). Il y avait encore une artillerie de forteresse, dont la description nous entrainerait trop loin.

Si dans l'ensemble la F.P. possédait un armement suffisant pour surclasser ses adversaires, si ses conditions de vie et d'équipement quelque peu spartiates étaient finalement bien adaptées au terrain, elle présentait des faiblesses en matière de ravitaillement et de communications.

Fleuves, lacs et rivières étaient les seules voies de communication, sur lesquelles voyageaient lentement des steamers chauffant au bois et, sur

le Langanyka, quelques voiliers. Le tracé même de ces voies navigable imposant des trajets en arc de cercle; on se rendait de Leopoldville au Stanley-Falls en passant par C'ouquilhatville. Certaines parties du Congo demeurent pendant longtemps plus faciles à atteindre à partir de l'étranger qu'à partir de la capitale. C'est surtout vrai pour le Katanga, auquel jusque dans les années 30 on accédait plus aisément par le Cap et la Rhodésie que par Leopoldville.

Le fameux *chemin de fer des Cataractes*, de Matadi à Leopoldville, célèbre par le nombre de vies humaines que coûta sa construction, ne fut achevé qu'en 1898, de sorte que tout le trafic passait obligatoirement par la *route des caravanes*. C'est le trajet, qui n'avait rien d'une partie de plaisir, servait de plus de *happone de l'Afrique* aux nouveaux arrivants. L'un des participants de l'expédition du Nil, le Sgt. Eudore Closel (8) a laissé des notes, entre autres sur son voyage Luvituku-Leopoldville, du 24 avril au 10 mai 1896, soit 17 jours. C'était son premier et dernier voyage: il mourut au poste de F'Obi le 19 février 1897.

24 avril. On nous avait dit que la route serait mauvaise... En quittant Luvituku, on commence à observer de fortes montagnes, mais la route, bien loin d'être ordinaire, est excessivement pierreuse et c'est, je dois l'avouer, avec les pieds assez meurtris que j'arrivai à l'étape vers cinq heures du soir... Mon compagnon de route, Mr. Beernaerts, arrive, à sept heures du soir. Manque déjà une caisse me dit-il! Désagréable début. C'est justement la plus grande caisse. Nous espérons encore la voir arriver, mais en vain.

25 avril. Partis de Kinku à sept heures, nous n'avons eu que de fortes montagnes, la première heure de marche, les hautes herbes bordant le chemin, tout imprégnées de rosée qu'elles étaient, me mouillèrent comme pluie. Figurez-vous des montagnes ayant environ six, sept à huit cents mètres d'altitude; grimpez ces pentes arides en plein soleil, descendre dans un profond ravin pour remonter une autre pente aride, plus aride encore que la précédente... Tantôt on traverse une forêt où l'on doit chercher son chemin parmi les lianes, tantôt on coupe dans les herbes, et ces recherches vous font perdre un temps précieux; celui d'éviter le soleil... La pente est si rapide que l'on est obligé de marcher en zigzag sur la route, la pente est si droite que marcher directement exposerait le voyageur à dégringoler jusqu'au fond du ravin. Une fois dans ce dernier, il s'agit de remonter l'autre! Voici mon moyen: je faisais attacher une liane à quelque tronc d'arbre et puis, à la force du poignet (pour m'aider) j'arrivais, enfin, au sommet. La pluie tombait toujours et Mr. Beernaerts n'arrivait pas. J'envoie à sa rencontre un soldat qui m'amenait le retardataire, trempé, mouillé jusqu'aux os...
27-29 avril. J'ai eu ma première fièvre...

26 mai. Nous devons passer l'Inkissi... Nous nous embarquons en pirogue avec Mr. Beernaerts, et je vous assure que notre situation, si elle n'était pas absolument critique, était aussi loin de nous rassurer.
28 mai. Un de nos capitais ayant été envoyé de Kimbundu en cet endroit avec 70 caisses de cartouches nous a tout simplement brûlé la politesse en ne nous attendant pas...

9 mai. Parti très tôt, j'arrivai à Kimuenza après cinq heures de marche.
10 mai. Les formalités accomplies, je recevais mon logement à bord du steamer *La Ville de Bruges*.

Nous avons déjà évoqué le cas de ces agents qui, sur trois ans de terme, en passaient un en voyage. Voici un autre exemple, relevé sur la feuille de route du sous-officier Geens, se rendant de Bata (P. O.) à Kero (enclave de Lado), en 1900 (9):

Bata - Libokwa, arrivé le 9 septembre, départ le 11
Bomokandi, arrivé le 18, départ le 29
Amadis, arrivé le 28 septembre, départ le 29
Suruango, arrivé le 5 octobre, départ le 7
Nianguara, arrivée le 10, départ le 11
Dungu, arrivée le 18, départ le 22
Faradjé, arrivée le 31 octobre, départ le 3 novembre
Aba, arrivée le 7, départ le 10
Yei, arrivée le 11, départ le 14
Loka, arrivée le 15, départ le 17
Redjat, arrivée le 22, départ le 25
Lado, arrivée le 26, départ le 27
Kero, arrivée le 28 novembre.

Soit près de trois mois de voyage, à pied ou en pirogue. C'est par des trajets de ce genre, aussi longs et peu commodes, que passaient renforts, relève, armes, munitions, ravitaillément pour les Européens, ainsi que le courrier contenant des ordres... ou des appels au secours.

Le contact visuel une fois perdu, les unités de la F.P. ne pouvaient communiquer entre elles que par des billets confiés à des courriers. Des techniques comme l'héliographie, le sémaphore, les signaux visuels du type pavillon, qui peuvent rendre des services appréciables dans la marine, sont d'une utilité nulle dans les paysages accidentés ou boisés que l'on rencontre au Congo. Sur ce point précis de la rapidité des liaisons, la F.P. se trouvait donc en état d'infériorité par rapport aux Africains, qui avaient beaucoup moins à attendre de l'extérieur, et disposaient pour leurs communications du tam-tam. C'est instrument fut la vedette inconsciente de tant d'affabulations exotiques, qu'on finit par

avoir de la peine à prendre ce pauvre tambour au serieux. Il reste qu'il permettait des transmissions rapides, plus rapides en tous cas que la course à pied, et qu'il était impossible d'arrêter.

Mgr. Roelens rapporte: 'Le long du fleuve Congo, ce tambour-télégraphe est très usité et les riviérains de ce temps-là apprenaient toutes les nouvelles beaucoup plus vite que les Blancs. Si un Blanc partait en pirogue de Stanleyville pour Kasongo, les gens de Kasongo étaient avertis le même jour (600 km à vol d'oiseau)' (10). Fernand Gendarme, quant à lui, estime que 'sa portée, suivant le vent, peut atteindre une vingtaine de kilomètres sur le fleuve' (11). Les 600 km de Roelens exigeaient évidemment un système de relais, rendus possibles, ou du moins facilités par le fait que le long de ce tronçon du fleuve s'alignent sur les rives les villages des pêcheurs Ciemba. Le code tambourin est en effet lié à la langue de l'utilisateur, en particulier à sa tonalité. Un relais d'une tribu à une autre aurait donc exigé une *traduction* par un batteur bilingue. Les soldats africains ne pouvaient donc être d'aucun secours aux Blancs de la F.P.: ils étaient incapables de comprendre ce que l'on tambourinait dans le langage d'une autre tribu. Cela se passa en particulier aux premiers temps de la révolte de Juluabourg (12).

Lejeune-Choquet donne un autre exemple intéressant (13): 'Un fait intéressant à noter, afin de faire voir combien il est utile et parfois prudent d'être entouré de gens connaissant les us et coutumes des contrées traversées: au moment de se mettre en route de Kayumbo à 6 heures du matin, le capitaine Marek distribua à ses hommes cinq rations de riz. Le même jour, à 10 heures, le sous-lieutenant Henry inscrivait sur ses tablettes de campagne: "Le blanc qui est dans le Lomani distribue cinq caps de riz à ses soldats; il va donc faire une marche par terre".

'Comment le sous-lieutenant Henry, qui se trouvait à quatre journées de marche, c'est-à-dire à 125 ou 150 kilomètres de Kayumbo, avait-il pu connaître ces détails? Voici. Le sergent Rue savait parfaitement les coutumes du pays. Dès qu'il avait entendu battre le gong, il avait forcé ses gens à la plus grande attention, et ceux-ci lui avaient traduit la phrase inscrite aux notes du sous-lieutenant Henry. Les sentinelles placées de distance en distance, avec des gongs, faisaient donc en quelques heures connaître à toute la contrée ce qui se passait à plusieurs journées de marche. C'est un téléphone pratique, mais, comme nous le voyons, pas toujours à l'abri des indiscretions. Cette circonstance, que la marche du capitaine Marek était connue, permit au sous-lieutenant Henry d'aller de l'avant et d'agir, sans aucune hésitation, dès qu'il eut rencontré l'ennemi.'

Les avantages pratiques du tam-tam n'expliquent cependant pas tout. Les rebelles bénéficiaient souvent de meilleures informations que

F.P. pour la simple raison que la sympathie de la population locale allait plutôt vers eux que vers les troupes coloniales.

Les difficultés du transport faisaient que tout ce qui devait venir d'Europe par le bas-fleuve arrivait au compte-goutte. Outre les armes et munitions, arrivaient ainsi les vivres pour Blancs. Ces derniers comprenaient fondamentalement des boissons, un assortiment complet de tout ce qui peut se mettre dans une boîte de conserve (y compris le beurre) et d'autres vivres peu périssables, tels ces (très) solides piliers de l'alimentation de campagne que sont les biscuits militaires. Parmi ces vivres, une catégorie spéciale était connue sous l'étiquette *médical-confort*. L'aspect confortable semble l'emporter sur l'utilité médicale, si l'on en juge par la définition que donne F. Gendarme: 'Outre le ravitailllement fourni par l'État, les Postes possédaient un supplément de campagne, biscuits, liqueurs, vins fins; ce médical-confort ne pouvait être utilisé que sur prescription médicale... ou aux grandes fêtes nationales' (14). Il faut dire que le préjugé suivant lequel le vin, et en particulier le champagne, posséderait des vertus fortifiantes, préjugé du reste encore vivace de nos jours, était universellement répandu, y compris dans le corps médical, qui en conseillait couramment la consommation aux convalescents.

Pour le reste de l'alimentation des Blancs, et l'entière de celle des Noirs, la F.P. dépendait des contributions des villages environnant les postes, des champs cultivés par les soldats et leurs femmes, des ressources aléatoires de la chasse et de la pêche, du commerce avec les indigènes... et du pillage, éventuellement baptisé *réquisition* ou *confiscation*. Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer ce comportement de la F.P. Les officiers semblent avoir eu souvent la vue un peu basse et ne pas s'être embarrassés de questions excessives lorsque des soldats *avaient trouvé* quelques poules, *rapportaient* (d'où?) une chèvre ou *avaient pu se procurer* un sac de riz.

En principe cependant le ravitailllement provenant des populations civiles était acheté, ou plus exactement troqué contre des étoffes, de la quincaillerie, etc... Quelques malles de quincaillerie et quelques ballots en nourriture, et ne posaient pas de problèmes de conservation. Ces malles et ballots pouvaient être d'autant plus légers que les produits manufacturés étaient largement sur-évalués, alors que l'on sous-évaluait systématiquement les produits indigènes. Cela vaut aussi pour le paiement de l'impôt. Ainsi estimait-on qu'une portion de manioc tournée à la F.P. équivalait à un paiement d'impôt de *moins de 1/2 centime* (15).

La *bonne soupe* a toujours été un des soucis du soldat, et la vie précaire à laquelle il est accoutumé prédispose l'Africain à s'inquiéter beaucoup des aieus du ravitaillement. Même à des périodes plus récentes, la *gyogue* au sujet de difficultés de ravitaillement faisait particulièrement craindre aux officiers de la F.P. des mutineries ou des émeutes d'une certaine envergure (16).

Ce système de ravitaillement par prestations imposées, pillages et spoliation n'allait pas sans de lourds inconvénients :

- Les populations proches des camps de la F.P., comme en général de tous les établissements de l'Etat, n'appréciaient guère l'impôt en nature ou en travail, qui ne leur rapportait rien en leur coûtant de lourds efforts. Quand le camp se situait dans une région où le peuple ment était clairsemé, on arrivait à des bouffonneries administratives dignes de Courcelme. La Commission d'Enquête de 1904 relève (17) qu'un village situé à 79 kilomètres au Sud de Léopoldville est encore imposé pour 350 ehkwanje (18). Il est inadmissible qu'un contribuable puisse être obligé de parcourir 150 km pour apporter au lieu de perception une taxe qui représente à peu près la valeur de 1 Fr 50.

Ces populations auront donc tendance à émigrer.

- La crainte des achats forcés, des pillages et des mauvais traitements et le risque de voir les ressources du groupe mises en péril par des ponctions trop importantes dans les réserves poussaient aussi à faire le vide autour de la F.P. C'est exactement la situation que le P. de Beerst évoquait en 1896 à propos du Marungu. Le départ d'une partie de la population accroissait le poids des réquisitions pesant sur la population restante. La spirale spoliation - départ - aggravation - nouveaux départs, etc... se nourrissait ainsi d'elle-même.

- Quant au bien fondé de l'attitude des villageois, il ne faut pas se laisser impressionner par l'apparente exubérance végétale de l'Afrique et en conclure hâtivement que l'agriculture y est facile. L'agriculture de subsistance en pays chauds demande beaucoup de travail pour se procurer le strict nécessaire. Un déséquilibre minime peut engendrer la famine. Ce déséquilibre peut être un écart pluviométrique : sécheresse ou inondation. Ce peut être aussi un afflux soudain et imprévu de boues à nourrir : un détachement de la F.P. par exemple. L'économie agraire traditionnelle n'est *jamais*, même les bonnes années, en mesure d'absorber ce choc sans dégâts, quand bien même les villageois y seraient disposés.

Si cela est déjà vrai en temps de paix, ce l'est encore plus en temps de guerre, comme nous l'avons évoqué (3) : une guerre en Afrique signifie toujours la famine. Les champs, qui suffisent tout juste aux besoins, sont abandonnés. Des récoltes ne sont pas faites. On n'a pas

le loisir de défricher et de planter. On n'ose exposer les femmes et les enfants aux risques de la cueillette. Les hommes sont requis par la guerre, ou du moins par des tâches de vigilance et de guet : ils peuvent chasser ou pêcher beaucoup moins qu'en temps de paix. Et ce n'est encore là que la présence de la guerre qui ronge. Qu'elle passe vraiment par le village et s'y ajoutent pillage, incendie des champs, maisons et réserves, bétail dispersé ou razzie, réquisitions pour le portage, viols, morts, ceux qui échappent au fleau, souvent en majorité des vieillards, des femmes et des enfants, traînant quelques blessés, se réfugient chez leur parentèle, dans d'autres villages, dont la situation précaire s'aggrave. Affaiblissement, malnutrition, promiscuité accrue, mélange de populations font le lit des épidémies.

- La F.P. n'était prévenue d'aucune façon contre la disparition de ses moyens d'échanges. Au point culminant de la révolte, les Baoni, ayant pris plusieurs camps de la F.P., disposaient de plus de moyens de paiement que leurs adversaires. Cette situation poussa encore davantage la F.P. au pillage, et les villageois à la fuite.

Tous ces problèmes se posaient déjà quand il fallait faire la guerre dans une région auparavant en paix où l'année avait été bonne, et qu'on ne la traversait qu'une fois.

Le guépier invariable dans lequel l'expédition Dhanis ira se fourrer tête baissée est d'envisager de faire passer une armée importante à travers une région qui venait de connaître la guerre et des calamités naturelles, et d'être forcé ensuite de revenir en arrière, la révolte les contraignant à battre en retraite. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions on ait marché à la catastrophe.

VI. La Campagne contre les Ngwana et l'Affaire Gongo- Lutete (1)

Un certain nombre de commentateurs voient l'origine lointaine des révoltes de 1895 et 1897 dans l'exécution de Gongo-Lutete, que les révoltes auraient désiré venger, ou dans la vindicte inspirée par d'autres faits qui se sont passés pendant la *campagne arabe* (2).

Ces thèses ne manquent pas d'audace et supposent que la vengeance est un plat qui se mange glacé. Des amis de Gongo auraient pu le venger plus efficacement pendant la guerre contre les Ngwana: il leur aurait suffi de changer de camp, plutôt que d'attendre plusieurs années. Mais on peut supposer à bon droit que le sort de Gongo ne leur a pas inspiré de vues très optimistes sur ce que l'on pouvait attendre de la collaboration avec l'Etat Indépendant. Il n'est donc pas inutile d'évoquer quelques-uns des événements de la fameuse *campagne arabe*.

C'est au milieu du XIX^e siècle que l'Est du Congo fut touché par l'expansion (3) de la civilisation islamisée dont le berceau se situait sur le littoral de l'Océan Indien et sur les îles qui lui font face (Zanzibar, Pemba, Mafia). Cette culture était fortement influencée par la civilisation et par la langue arabes, et son aristocratie se piquait de remonter à des ancêtres venus de la péninsule arabique, en particulier de Mascate et Oman. En fait, même dans cette aristocratie, le sang arabe était fortement dilué par l'ascendance africaine. Le petit peuple, quant à lui, était dans son immense majorité noir.

Comme cela avait aussi été le cas pour la pénétration européenne provenant de l'Atlantique, cette pénétration eut pour corollaire l'extension de la chasse aux esclaves. Ceux-ci étaient surtout destinés à transporter vers la côte orientale les matériaux précieux, en particulier l'ivoire, et étaient ensuite revendus, soit pour travailler dans les plantations de la côte et des îles (girofler, muscade, noix de coco), soit pour l'exportation.

Par opposition aux esclaves (*watumwa*), les hommes libres, c'est-à-dire les arabisés, étaient appelés *wangwana*. On donne encore aujourd'hui le nom de *kingwana* (4) (= la langue des hommes libres) au dialecte local issu du swahili qui est parlé surtout dans la région de Kisangani. Le terme de Ngwana convient donc bien mieux pour dési-

NOTES

- 1) A. J. Wauters, op. cit., pp. 405, 406 et suivantes. Sur la destruction des archives: E. P., op. cit., p. 3.
- 2) De Boeck, *L'opold II et le Congo*, Bruxelles, Heco, 1983.
- 3) Au moment du projet d'annexion de 1895, l'EIC (in savoir qu'il s'était endetté, à l'insu de son créancier (l'Etat belge) auprès de Mr. de Browne de Hège, banquier à Anvers, entre 1892 et 1894, au taux de 6% de l'an d'une somme qui s'élevait intérêts compris à 5.287.415,65 F payables le 1^{er} juillet 1895. En cas de non paiement, le banquier deviendrait propriétaire des régions de l'Arwimi, du Rubi, du Lomami, du Lac Icopold II, de la Likemie et du Manicma, soit plus ou moins seize milliers d'hectares. L'Etat du Congo ou cinq fois la Belgique. Voulant sauvegarder ses droits, la Belgique régla la note et épougea de plus un *maï* de 1895, soit 1.517.000 F par un prêt aux mêmes conditions que celui de 1890.
- 4) Wauters, op. cit., pp. 465-466.
- 5) Le terme *spoliation* ne doit pas faire croire que nous attribuons aux Congolais du XIX^e siècle des sentiments d'*entropisme*. La connaissance exacte des mécanismes économiques dans lesquels ils étaient pris leur échappa. Ce dont ils avaient conscience, c'est qu'on venait sans cesse les forcer à accomplir des travaux au profit de l'Etat ou des compagnies commerciales. La *païesse du Nègre* n'a joué aucun rôle dans cette réaction. Ils répugnaient comme nous tous à travailler sans en tirer le moindre profit. Ajoutons que les travaux étaient souvent épuisants.
- 6) peut-être du fait de la présence de nombreux militaires à des postes civils, l'EIC révélait d'uniformes des agents occupant des fonctions qui, en Métropole, n'auraient pas impliqué le port d'une tenue spéciale. La rigidité hiérarchique des cadres coloniaux est sans doute elle aussi un héritage de ces temps militaires.
- 7) la gannelle et la bêche individuelle ne firent leur apparition qu'en 1912.
- 8) Closet E., in Lejeune, op. cit., pp. 182 à 192.
- 9) E. P., op. cit., p. 340, d'après *Les Victimes coloniales*. Revue congolaise illustrée, mars 1948.
- 10) Mgr. Roelens Victor, *Notre Vie au Congo* Nambu, vol I, p. 119.
- 11) Gendarme Fernand (Gal): *Croquis Congolais*, Vol I, Bxl, Ed. E. Wellens-Pay, 1942.
- 12) cfr. E. P., op. cit., pp. 362-363.
- 13) Lejeune-Choquet, op. cit., p. 106.
- 14) Gendarme: ibidem.
- 15) cfr. Chapitre 3, page 41.
- 16) cfr. par exemple Gendarme, op. cit., vol I, pp. 55-56.
- 17) Rapport de la Commission d'Enquête, page 176.
- 18) Chikwange: boule de pâte de manioc, nourriture de base dans l'Ouest du Congo. Elle est remplacée à l'Est par l'ugali (bukari) à base de manioc, de maïs ou de sorgho, qui ressemble un peu à la *polenta* italienne.

durent cependant s'incliner. Tippo-Tip acquit, entre la Lamani et le Luataba, un pouvoir suffisant pour faire et défaire les chefs à sa guise, imposa un monopole sur la chasse à l'éléphant, ouvrit des routes, organisa des plantations autour des principaux postes et réussit à faire reconnaître son influence en passant un traité avec l'Ala en 1884.

A peu près à la même époque il choisit pour le représenter comme *longu* dans le Lamani un Africain: Gongo Lutete. Celui-ci était né dans le Malela, sans doute vers 1860 puisque, d'après Hinde, il avait la trentaine en 1892. On peut supposer que Hinde, étant médecin, avait quelque compétence pour évaluer l'âge d'un homme (8). Le même le dit de race Kusu, c'est-à-dire Tsetela arabisé, tandis que Vansina estime qu'il était soit Tsetela, soit Songye (9). En tous cas son champ d'activité le placera chez et avec des Tsetela-Kusu. C'était un ancien esclave. Son courage durant les *razzias* lui avait valu d'être affranchi. Il devint très tôt (Hinde dit *à 18 ans*, sans justifier ce renseignement) chef d'une bande de chasseurs d'esclaves, et bientôt le meilleur des chasseurs d'esclaves et d'ivoire de Tippo-Tip. Celui-ci avait suffisamment d'estime et de confiance en Gongo pour lui fournir un nombre considérable de fusils afin de fortifier son installation de Nغانду. Il fut le premier tonga à recevoir cette marque de confiance (10).

Le docteur Hinde trace de lui le portrait suivant: "C'était un homme bien bâti, d'aspect intelligent, d'environ cinq pieds neuf pouces de haut, de peau brune, avec de grands yeux bruns aux longs cils, une bouche petite aux lèvres minces, le nez droit, relativement étroit... Il fallait voir cet homme sur le sentier de la guerre pour juger des différents aspects de son caractère. Le chef calme et fier et le compagnon gai et amical, devenait, sur le champ de bataille, une individualité enthousiaste, d'une organisation évidemment nerveuse, qui lançait ses ordres l'un après l'autre sans un moment d'hésitation. Il pouvait supporter une fatigue considérable et savait mener ses guerriers à travers le pays dans une course de plusieurs heures" (11).

On rencontre dans la littérature coloniale un assez grand nombre de portraits de semblable farine. Au physique, le Noir qui s'est distingué jusqu'à donner du fil à retordre aux Blancs n'est heureusement jamais trop négroïde et, pour tout dire, moins siniesque qu'on ne s'y attendait. On ne peut d'autre part considérer comme renversant le fait que s'il a gagné des batailles, c'est qu'il était un bon chef de guerre, et encore moins qu'il ait couru plus vite et plus longtemps que les officiers de la F.P., avec casque, bottes et autres impedimental.

Les Noirs ne sont guère plus bavards. Ils n'ont d'ailleurs pas l'habitude de s'appesantir sur le physique des personnages. Il y a unanimité pour décrire Gongo comme *grand ou élancé* et lui attribuer une *pea-*

claire. C'est un physique assez courant au Kasai, que ce soit chez les Tsetela ou les Songye, mais c'est aussi un *étché* de la description des grands personnages. Le fait le plus intéressant dans tout ceci est peut-être que Hinde aille jusqu'à le considérer comme *un compagnon gai et amical*. Avec la mentalité de l'époque, il fallait une personnalité très forte pour arriver au degré de familiarité avec des Européens que cela laisse sous-entendre. Gongo allait devenir l'un des personnages-clé de la guerre contre les Ngwana, dangereux honneur qu'il partagea avec son voisin et allié Lumpungu (12). Celui-ci était l'obligé et plus ou moins le vassal de Tippo-Tip, qui avait remis en selle autrefois l'autorité chancelante de son père Kalamba Kangoi. Il était chef des Beekalembe, et donc théoriquement de l'ensemble des Songye, encore que son autorité ne fut pas reconnue par tous.

Habile manoeuvrier, Tippo-Tip s'entendait bien avec Stanley (13), à qui il avait servi de guide en 1876. Il se tenait dans la mesure du possible au courant de ce qu'on pouvait savoir en Afrique centrale, via Zanzibar, de la politique mondiale. Contrairement à ses *collègues* ou même à sa parentèle, il ne se faisait pas d'illusions sur la possibilité, à moyen terme, de résister victorieusement à la colonisation européenne. Il accepta donc en 1887 de se soumettre à l'EIC et devint en contrepartie gouverneur des Stanley Falls, c'est-à-dire en pratique de toute la zone d'influence Ngwana. En 1890, il prit sa retraite et alla s'établir à Zanzibar. Il laissait ainsi le champ libre à ses parents et à ses concurrents, qui dissimulaient beaucoup plus mal combien ils enduraient difficilement les interventions de l'EIC, et pensaient pouvoir s'en débarrasser. On comptera parmi les vedettes de la *campagne arabe* le fils de Tippo-Tip, Setu, un parent généralement qualifié de *frère*, Bwana Nzige (14) dont le fils Rachid est toujours qualifié de *neveu de Tippo-Tip*. Le sultan d'Ujiji, Saïd Mohammed ibn Khalifan, dit Rumatiza (15) et des chefs ngwana indépendants tels Kibonge, qui avaient pris ombrage de la puissance de Tippo-Tip acceptèrent de faire bloc après son départ.

Entretiens, Gongo avait poursuivi brillamment sa carrière. En 1886, en grande partie grâce à lui, son *patron* disposait de 32 tonnes d'ivoire à Kasongo. Tippo-Tip commença à se méfier de lui, et peut-être non sans raison. Le résultat pratique de cette méfiance fut qu'il fit de Setu une sorte d'*inspecteur* chargé de surveiller Gongo et d'exercer une certaine tutelle sur sa région. Cela ne pouvait que déplaire au tonga. On rapporte aussi une scène d'injures: Gongo Lutete, arrivant un jour dans le camp de Kasongo, y trouva de nombreux Arabes festoyant. Au moment de servir le riz, Tippo-Tip dit à ses coréligionnaires: "Diminuez la quantité de riz de Gongo Lutete, cet excrément de nos pères ne peut manger comme nous" (16). Gongo n'aurait gardé son calme que de justesse et

par un gros effort de volonté et en aurait gardé la rampe. Refuser o
manchander la nourriture a un boie est effectivement une insulte grave
et meme une grossierete monumentale, que l'on se place du point de vue
du saxon-vivre banton ou de la politesse arabe.

De son cote, Lampungu avait, en 1887, ravagé le pays des Ben Ekye
de Zappo-Zapp qui finirent par s'enfuir vers Tuluabourg. En 1888, il
imposa un esclave de son pere, Mpania Mutombo, comme chef des
sanga, groupe Songye du Lublash (17). Il y a de fortes presomptions
pour que le poison l'ait aide a se debarrasser du chef precedent. Agis-
sant de concert avec Grongo Lutete dont ils dependent plus ou moins,
Lampungu et Mpania Mutombo declenchent razzia sur razzia dans l'Est
du Kasai, jusqu'a ce qu'en 1890, apres la fondation du poste de
Lusambo, leurs operations soient endiguées par la F.P., qui infligea
alors une premiere defaite a Grongo. Il en subit une deuxieme en 1892,
face a une colonne commandee par Dhanis. A la suite de cette seconde
defaite, il se soumit a l'E.I.C., et Lampungu fit de meme quelques jours
plus tard. Leus troupes allaient jouer un role important comme auxi-
liaires dans la campagne qui devait se solder en 1894 par la defaite défi-
nitive des Ngwana.

Au moment de son ralliement, Grongo Lutete tentait d'etendre son
influence vers le Sud-Ouest, dans le but de se procurer des armes aupres
des traitants de la cote atlantique, par l'intermediaire des Tshokwe ou
des Luba, qui etaient en contact avec des *pombeyos* (18) portugais. S'il
parvenait a accomplir cette diversification de ses approvisionnements il
pouvait esperer accroitre considerablement sa liberte d'action envers les
Ngwana, et peut-etre meme echapper a la longue a leur influence pour
fonder un royaume independant, a l'instar de Msiri. La mefiance de
Tippo-Tip a son endroit peut provenir de ce qu'il aurait soupconne ce
genre de manoeuvre. A contrario, on peut aussi se dire que les mesures
de mefiance prises a son egard ont mene Grongo a penser qu'il ne devait
pas exclure que les Ngwana ne medient a son egard des mesures encore
plus radicales. Il ne pouvait risquer d'etre engage dans une guerre où son
ennemi aurait ete son fournisseur d'armes. Sa tentative vers les regions
en contact avec la cote atlantique ne prouve donc pas qu'il ait eu, dès
cette époque, l'intention de se tourner contre les Ngwana: elle peut
s'expliquer par une simple precaution.

Il n'avait pas réussi dans ses tentatives pour entrer en rapport avec la
cote atlantique, et la presence de la F.P. a Lusambo representait une
nouvelle menace: les Ngwana pouvaient tres bien le laisser eliminer par
l'Etat, ou le laisser s'epuiser a lutter contre celui-ci en ne lui fournissant

armes et munitions qu'au compte-goutte, pour se debarrasser de lui
ensuite. Du point de vue ngwana, Dhanis et Grongo face a face, c'etait un
peu les *barbares se mesent entre eux*.

Par contre, une alliance avec l'E.I.C. non seulement tirait Grongo d'une
situation ou il etait au moins potentiellement pris entre deux feux, mais
lui procurait sa ligne de ravitaillement par l'Ouest: il suffisait de prolon-
ger jusqu'a Ngandu l'axe Pool-Kasai-Sankuru par lequel s'approvisio-
nait la F.P. Or, du point de vue de l'Etat, Grongo etait un allie du plus
haut interet. Le rapport de force exact entre F.P. et Ngwana est toujours
demure trop flou pour qu'on puisse dire si Grongo et ses deux compes
etaient en mesure de le renverser. L'ouvrage de la F.P. se borne a affir-
mer que reunies, les bandes arabes auraient represente une armee
d'environ cent mille hommes (19) sans expliquer de quelle maniere on
arrive a ce chiffre. Tout au long de la campagne arabe, les surestimations
d'effectifs n'ont pas manque!

Mais il ne fait aucun doute que, sans auxiliaires, la F.P. ne represen-
tati pas grand chose dans la region. Son effectif total au 1 janvier 1892
etait de 3.500 hommes. On trouvait, a proximite de la zone Ngwana:
Chaltin, C.D. (20) de Basoko avec 300 soldats, Dhanis, C.D. de
Lusambo avec 300 soldats, Vankerekoven tres occupe dans la region de
Niagara avec trois ou quatre cents hommes, soit au plus mille hommes
dont six cents seulement disponibles a coup sur. On peut y ajouter pour
la bonne bouche un maximum de 500 hommes du Corps de Volontaires
de la Societe Antiesclavagiste, repandus autour des missions des
Peres Blancs dans le Marungu avec Joubert, ou bases a Mboa avec le
C.D. Jacques (21). Pania Mutombo, le chef Sanga mis en place par
Lampungu, avait accompagne Dhanis en qualite d'auxiliaire, mais ses
guerriers semblaient exceller surtout dans la retraite precipitee en
desordre. En mettant les choses au mieux, Dhanis pouvait donc esperer
aligner un millier de soldats dignes de ce nom au moment de sa rencon-
tre avec Grongo Lutete. Il n'avait d'ailleurs pas mission d'attaquer les
Ngwana. Il devait arreter leur expansion, les empêcher d'operer une
jonction avec les Mahdistes au Nord et mettre sur pied une expedition
d'occupation du Katanga. L'Etat independant ne pouvait admettre une
colonisation concurrente, ni faire taire indolument les humanitaires
qui lui reprochaient de s'entendre avec les esclavagistes, au mepris de
l'Acte de Berlin. La guerre etait donc fatale, mais l'Etat n'a nullement
choisi de la declencher en 1892. Cela est du a des circonstances fortuites:
le massacre de l'expédition Hodister, les accrochages de Dhanis avec
Gongo, puis avec Selu (22).

Vu ce declenchement inopine des operations en 1892, ce n'est qu'en
93-94 que la F.P. put prendre des mesures de recrutement, tant a l'inte-

neut (ou elles s'avèrent difficiles) qu'à l'étranger (4.200 volontaires de la Côte), faisant passer ses effectifs de 6.000 hommes fin 1892 à 10.000 en 1894 (23).

Les Ngwana possédaient, à Kasongo, une petite ville d'au moins 30.000 habitants. Si l'on suppose même qu'il n'y en avait qu'un sur dix qui soit disponible pour la guerre, cela faisait déjà 3.000 hommes, soit un rapport de un à dix avec la petite troupe de Dhanis. Nous prenons l'exemple de Kasongo parce que c'était la résidence du peu commandé Setu, dont l'agressivité mit le feu aux poudres. Gonggo et Lumpungu pouvaient rétablir l'équilibre des forces. De plus, la route vers l'Ouest qui hantait les rêves de Gonggo peuplait aussi les songes de Dhanis, mais celui-ci la voyait dans l'autre sens. Prolonger la Kasai et la Sankuru par voie de terre jusqu'à Ngandu sur la Lomami, disposer de la faculté de circuler entre Lomami et Luabala, régions contrôlées par Gonggo, c'était la liberté d'accès aux principaux établissements ngwana sur le Luabala, et la possibilité de communiquer par eau avec les Stanley Falls. Il n'y avait pas à hésiter entre quelques jours de portage entre Lusambo et Ngandu, et l'interminable trajet Lusambo - Léopoldville - Coquilhatville - Stanley Falls!

Chacun des futurs alliés étant paré aux yeux de l'autre de tant de séductions, la discussion ne dura guère et, le 19 septembre 1892, Gonggo déclara rejeter la tutelle de Setu et accepter celle de l'Etat Indépendant. Il renonçait à toute prétention d'autorité sur Lumpungu, qui dépendrait directement de l'Etat et qui fit sa soumission le 4 octobre. Setu détruisit deux des villages de Gonggo et captura une centaine de ses hommes. Gonggo Lutere mit alors 1.500 hommes à la disposition de l'Etat. Setu envoya un ultimatum à Lumpungu qui le reçut le 7 octobre (1) et mit lui aussi 1.000 hommes à la disposition de l'E.I.C. La F.P. avait eu droit à son propre ultimatum, envoyé le 22 par l'intermédiaire de Lippens et Debruyne, et à une pluie de menaces épistolaires. Setu exigeant, entre autres, comme *cadeau personnel* la tête de ce *Gonggo Lutere*. C'était souffler sur le feu: Gonggo décida de mettre la main à la pâte et de commander personnellement ses troupes. Dhanis, Gonggo et Lumpungu pouvaient aligner 350 soldats et dix mille auxiliaires, dont 2.000 armés de fusils, lorsque les hostilités commencèrent le 23 novembre à Chighe. La pluie tomba sans discontinuer la nuit du 22 au 23, pendant que les deux armées se trouvaient face à face. C'est alors que les fusils à capsule de ses hommes ne pouvaient plus servir. Gonggo en conclut qu'il en serait de même chez les Ngwana. Il conseilla donc d'attaquer à l'aube, la F.P. en tête avec ses Albinis qui, eux, tiraient encore. Les auxiliaires terminèrent le travail à l'arme blanche. Ce plan donna d'excellents résultats, d'autant plus que la défaite ngwana fut aggravée par de nombreuses

noyades dans la Lomami, large de près de cent mètres et très rapide à cet endroit, auquel leur camp était adossé. Setu avait pris l'initiative des hostilités (une erreur que son père n'aurait sans doute pas commise), Dhanis décida de se passer d'instructions et d'attaquer. La troupe de Gonggo fut la seule à l'accompagner. Lumpungu craignant l'épidémie de dysenterie et de variole qui se vissait sur le Luabala, et qui fit effectivement des ravages après la prise de Nyangwe.

Il n'entre pas dans notre sujet de relater ici comment se déroulèrent les opérations qui amenèrent la défaite et la mort de Munie Mohara, la prise de Nyangwe et celle de Kasongo. Un incident survenu à Nyangwe, prise le 4 mars 1893, mérite cependant d'être relaté. Les jours qui suivirent la prise de la ville par la F.P., des hommes armés surgirent d'un peu partout: il s'agissait d'anciens auxiliaires des Ngwana venus pour faire leur soumission au vainqueur. Leur nombre augmentait sans cesse, et le 9 mars, des bagarres confuses mais meurtrières éclatèrent entre les nouveaux ralliés et les soldats de la F.P., cantonnés dans la ville alors que les auxiliaires campaient un peu en dehors de celle-ci. Les causes de ces bagarres demeurent mystérieuses, un article du *Mouvement Géographique* de 1894, probablement inspiré par Dhanis va jusqu'à l'hypothèse du *coup monté*: 'Une conspiration découverte quelques jours plus tard fut déjouée' (24). Il fallut, pour rétablir l'ordre et dégager les troupes régulières, faire appel à Gonggo Lutere. Efficace et expéditif, il fit place nette en massacrant les émeutiers.

Vertueuse, la F.P. se demande (25) si cette émeute n'aurait pas été fomentée par les hommes de Gonggo, pour se créer une occasion de carnage et de cannibalisme. Il paraît bien en effet qu'à chaque combat quelques cadavres étaient dégustés par les auxiliaires. Les officiers blancs n'ont pas essayé — on les comprend — d'inventorier exactement le contenu des casseroles pour connaître l'identité des défunts qui y mijotaient. Nous manquons donc des éléments qui permettraient de déterminer s'il s'agit à proprement parler de cuisine, ou de rites superstitieux qui pouvaient être soit funéraires, soit protecteurs (26). Les responsables de la F.P. étaient parfaitement au fait de ce genre de mœurs chez leurs alliés, et ne pouvaient faire autrement que de s'en accommoder.

De là à faire du cannibalisme la cause de la bagarre, il y a tout de même une marge, et d'autres hypothèses sont possibles. Nyangwe avait été évacuée sans combat, peut-être à cause de la variole. Victoire sans combat, pas de butin... commente la F.P. (27), qui ajoute, après le récit de la bagarre et les suppositions que nous avons dites: 'Pour éviter le retour de pareilles hecatombes, Dhanis fit brûler toute la partie de la ville qui n'était pas habitée par les troupes' (28). Pour le *Mouvement Géographique*, déjà cité: 'A peine débarquées, les troupes de l'Etat

emportent la ville sans coup ferré. Les gens de Gongo-Lutete venus à la rescousse de Dhanis, pillent les habitations et mettent le feu à la ville (29). Pourtant, d'après Lejeune, cet article aurait été inspiré par le même Dhanis ! Nous sommes déjà largement edifiés sur le comportement pillard de la F. P. Et les nouveaux ralliés, venus se soumettre aux vainqueurs de Nyangwe n'avaient sans doute pas, eux non plus, l'intention de repartir les mains vides. Mais, outre que Nyangwe avait perdu beaucoup de son lustre au profit de Kasongo (30) elle avait été vidée par les Ngwana eux-mêmes. Quand il y a beaucoup de pillards pour peu de butin, la bagarre est presque fatale, et un incendie accidentel peut s'ensuivre aisément : il y a toujours quelque part un brasero qui n'attend que d'être houché par les combattants pour éparpiller ses braises parmi des constructions en bois et en paille !

On a ensuite élaboré deux versions officielles qui blanchissaient la F. P. : la première, dans le *Mouvement Géographique*, attribue le pillage et l'incendie à Gongo, et la bagarre à une conspiration fantôme. La seconde attribue la bataille aux instincts cannibales des hommes de Gongo, et l'incendie à la nécessité d'éviter que cela se reproduise. Le feu supprime les traces du pillage, qui est donc passé sous silence, car on devrait expliquer comment les hommes de Gongo pouvaient piller une ville alors que c'est à l'extérieur qu'ils étaient cantonnés, et que la ville se trouvait vide. L'intérêt de cet incident est que Gongo ait accepté d'ordonner ce massacre, quelques mois avant d'être accusé de trahison. Il avait perdu toute chance de se réconcilier avec ses anciens patrons. Mais il pouvait encore jouer un jeu personnel auprès des populations autochtones, et se tailler une chefferie gigantesque aux dépens des anciens territoires ngwana. L'Etat aurait difficilement pu, par la suite, refuser de reconnaître l'autorité de ce précieux allié, d'autant plus que la *croisade contre l'esclavagisme arabe* — contrairement à d'autres épisodes de l'histoire de l'E.I.C. — était largement mise en vitrine par la presse favorable à l'opold II, à qui le ralliement de Gongo fournissait un joli thème de propagande.

Les ralliements de chefs fournissaient en effet au pouvoir leopoldien un semblant de légalité coutumière, et les journaux pro-congolais en faisaient donc grand cas. Gongo-Lutete, ainsi que Dengu et Sambua, chefs ralhés depuis la chute de Nyangwe, figurent ainsi en bonne place dans le récit de la prise de Kasongo, tombée le 22 avril 1893, que publie le *Mouvement Géographique* (31). Badjoko, un fils de chef Ngala qui avait servi d'agent de renseignement, fut plus tard élevé au rang de chef de secteur et reçu à deux reprises par le Roi. Sand ben Abedi, un rallié de la dernière heure bien moins important que Gongo fut promu en Europe par Dhanis et reçut un fusil d'honneur. Il s'en servait lorsqu'il fut plus

tard tué par les Baoni...

En faisant intervenir ses hommes à Nyangwe contre ses congénères, Gongo Lutete diminuait fortement ses chances de pouvoir ensuite rallier à lui ces populations. Aurait-il vraiment mérité de se tourner contre l'E.I.C. et était encore pire : il se faisait des ennemis qui ne manqueraient pas de devenir de précieux auxiliaires de la F. P. Ce massacre le fait donc plus étroitement que jamais à l'Etat Indépendant. Il n'allait pas en être récompensé.

Kasongo prise, et les Ngwana se retirant vers le Tanganyika, les hostilités connurent une accalmie : les Ngwana attendaient Rumaliza. Dhanis attendait des renforts et se souciait de sa ligne de communication (32). Comme un certain désordre semblait régner à Ngandu, Gongo y retourna le 5 juin. Lorsque le lieutenant Scheerlinck, envoyé par Dhanis, rejoignit à son tour Ngandu, il mit Gongo Lutete en état d'arrestation, sous l'inculpation d'atrocités et de rébellion. Il lui était reproché, entre autres cruautés, d'avoir fait brûler vives sa mère et sa soeur. Comme pour le cannibalisme, il faut quand même remarquer que Dhanis n'a certainement jamais cru que son allié était un enfant de choeur. Il fallait le prendre avec ses défauts, autoritarisme et cruauté comprises, ou s'en passer. Il n'y avait pas de milieu et on n'avait pas le choix.

La rébellion, quant à elle, semble avoir surtout consisté à traiter de haut le sous-officier chef de poste, personnage assez pâle, surtout à côté de Dhanis, mais qui se croyait investi de toute la supériorité de l'homme blanc. Que Gongo n'ait pas été obséquieux à son égard est un indice fort mince de trahison après qu'il ait donné des gages de fidélité considérables à l'Etat, dont il avait choisi le champ à un moment où ses chances contre les Ngwana paraissaient bien plus minces qu'en 1893. Passons sur l'irréalisme de l'hypothèse selon laquelle il aurait voulu prendre à nouveau le parti des Ngwana : on ne lui aurait jamais pardonné.

Un conseil de guerre, présidé par Scheerlinck, condamna Gongo Lutete à mort. Il tenta de se suicider, échoua et fut exécuté le 15 septembre 1893 (33). La plupart des officiers qui participèrent à cette campagne regretterent la mort de ce Chef. Coupable ou non, il avait rendu d'énormes services à l'Etat et n'aurait pas dû être jugé de cette façon (34). Scheerlinck se fit d'ailleurs réprimander par Dhanis à propos de cette affaire. C'est tout.

Trahison, rébellion, atrocités sont des prétextes. On pouvait déjà prévoir que l'issue de la guerre contre les Ngwana serait favorable à l'E.I.C., Gongo, devenu inutile, représenterait désormais une sorte de monstre antidiluvien. D'autres chefs importants connaîtront le même sort.

Gongo Lutete se considérait plus comme le chef d'un Etat africain ayant avec l'E.I.C. des relations d'alliance sans ingérence que comme un

humble auxiliaire. Il voulait bien dépendre d'un Roi, mais comme un Duc, pas comme un serf. Avant donc la prétention de régenter ses affaires comme il l'entendait, il pouvait traiter avec déférence un grand chef de guerre comme Dhanis, mais ne voyait aucune raison de ramper devant n'importe quel sous-officier blanc. Sa manière d'exercer son autorité peut paraître horrible. Elle l'est, et c'est l'oeuvre des Européens. Elle est le résultat de 400 ans d'histoire africaine où le continent noir a été transformé, avant tout par l'influence européenne, en une vaste machine à produire des esclaves. Peut-on raisonnablement attendre d'un homme pratiquement né dans les lers, grandi dans un univers qui ne connaissait que la force, le fouet, le feu et le sang le comportement de douceur bucolique du *bon sauvage* de Rousseau?

En d'autres circonstances, Gongo Lutete aurait pu être un de ces Africains qui fondaient des royaumes, durables parfois. Le lieutenant Scheerlinck se chargea de lui expliquer que ce temps-là était révolu. Mais cette injustice a-t-elle inspiré plus tard aux Baoni le désir, allégué par certains, de *venger Gongo Lutete*? Si on entend par là que tout ce qui s'est passé à partir de 1895 se réduisait à un désir de vengeance personnelle pour ce meurtre précis, la réponse est non. Par contre, il est certain que les Africains ont tiré de son trépas un certain nombre de *leçons* d'idées assez confuses, qui pourraient être à peu près celles-ci :

- Les Blancs n'ont aucune reconnaissance pour les services rendus, ils sont ingrats.
 - La protection qu'ils offrent ou les promesses qu'ils font sont peu fiables. Leur faire confiance est dangereux : ils tuent leurs alliés.
 - Ils n'ont aucune hésitation à supprimer des Noirs, même importants et ayant rendu de grands services, du moment que cela sert leurs buts.
 - Ils punissent de façon disproportionnée, comme étant une trahison tout ce qui leur paraît un manque de respect à leur égard.
- Cela peut mener à la conclusion redoutable que voici : Si c'est là le comportement habituel des Européens, il ne sert à rien, quand on est tombé entre leurs mains, d'espérer reprendre ses distances ou se défilier en catimini, même si c'est pour sauver sa peau : on sera poursuivi et exécuté sans avoir à attendre quelque indulgence au nom de services antérieurs. Il n'y a qu'une solution : *les tuer*.

NOTES

- 1) Il serait plus conforme à la phonétique d'écrire *Ngongo-Luteta*. Mais comme Gongo est un personnage connu et cité dans beaucoup d'ouvrages, nous considérons l'orthographe habituelle comme acquise par l'usage.
- 2) On a glosé aussi sur la présence parmi les Baoni de Munié-Pore, fils de Munié Mohara-Magumoyo, exécuté pendant la campagne contre les Ngwana.
- 3) voir carte pag 76.
- 4) cf. à ce sujet De Boeck, op. cit. ; Mommenens R. *Le Kingwanal qui on le parle dans la Province Orientale*.
- 5) C'est sans doute à cause de cette faiblesse de l'implantation ngwana au Sud de la Lukuga que certains auteurs, comme Vansina (*Royaumes de la Savane*) considèrent que cette influence s'arrête à cette rivière.
- 6) autres orthographe : Tibbu-Ith, Tippu-Ith ou Tipolipo. C'est une onomatopée pour désigner un tic, cligner des yeux de façon rapide et répétée, dont il était parait-il affligé et que se manifestait dans les moments de colère ou d'énervement. Son nom officiel était Hamed bin Mohamed al Mu'jebi.
- 7) on pourrait traduire ce sobriquet par *coeur fauché*, ce qui ne plaide pas en faveur de la droiture de Munié Mohara. Il participa effectivement à tous les *coups fauchés* contre son rival Tippo-Tip.
- 8) Hinde, S.L., op. cit., p. 54.
- 9) Vansina, *Royaumes de la Savane*, p. 180.
- 10) A l'estimation de Hinde, Ngandu comptait entre 10 et 15 000 habitants en 1892. Cette estimation est vraisemblable, compte tenu de l'importance habituelle des centres ngwana et du nombre de combattants fournis par Gongo Lutete.
- 11) Hinde S.L., op. cit., p. 54.
- 12) On trouve aussi les orthographe Lujungu ou Lujungo.
- 13) Stanley n'était pas étouffé à l'excès par les scrupules humanitaires, c'est entendu. Mais il est excessif de rapprocher son alliance avec Tippo-Tip du fait qu'il ait servi dans l'armée sudiste durant la guerre de Sécession pour en faire un *partisan de l'esclavage*. On trouve cette boue jusque dans *Zaire, le dossier de la recolonisation* du

Comité Zaïre, par ailleurs excellent. Habitant le Sud, il a été mobilisé comme tout le monde et fut d'ailleurs un des rares Sudistes à changer de camp. Esprits froids et calculateurs, Stanley et Tippo-Tip faisaient tous deux de la *Realpolitik*. L'un ne pouvait plus vaincre et l'autre pas encore; ils étaient donc condamnés à s'entendre.

14) *Le sergent Samterelle*, allusion aux ravages des criquets pèlerins.

15) *Le grand acheveur* (de blessés, par exemple). Cette habitude des sobriquets appliqués aux Ngwana et aux Européens tient sans doute en partie à la difficulté de prononcer des noms étrangers, en partie aussi au désir d'identifier la personne par une caractéristique frappante. Certains sont transparents, tandis que d'autres laissent perplexe.

Il n'est pas difficile de deviner pourquoi Dhanis fut surnommé *Fimbo mingi* (= beaucoup de touet). On voit à quel devaient ressembler Longe et Debergh, dits respectivement *Bwana Limpama* (Seigneur (haute)) et *Bwana Kiminbo* (Seigneur Bedon). On peut encore supposer de l'agilité et de l'agitation à la manière d'un écureuil chez Van Giele (Mlumu Kicheshe) et d'un oiseau chez Henry (Bwana Ndege). On se perd par contre en conjectures sur ce qui a pu valoir à un certain Janssens le sobriquet de *Nyasa Pembe: la poule blanche!*

16) F.P., op.cit., p. 207 d'après Dallons et Cornet: *Evolution du poste de Kasongo à travers le temps* (médié). On trouvera en annexe un résumé du résultat de notre enquête à ce sujet.

17) autre orthographe *Lubhampi*.

18) À l'époque où les Portugais prenaient pied dans le royaume Kongo, l'un des principaux marchés d'esclaves était situé à Mpumbu. D'où le nom de *pombetros* donné aux trafiquants qui s'occupaient de leur commerce. C'étaient fréquemment des noirs.

19) F.P., op.cit., p. 207.

20) *ibid.*, pp. 208-211. La fonction civile de CTD leur donnait le commandement (chap. II).

21) Le décret du 20 octobre 1888 autorisant ce genre de corps moyennant une autorisation spéciale. Ils ne pouvaient prendre l'offensive sans autorisation préalable.

22) F.P., op.cit., p. 217. Le Songye Lumpungu Ny voit traité de *grand chef des Bahubi!*

23) *cf.* en III (tableaux)

24) Lejeune, op.cit., p. 102.

25) F.P., op.cit., p. 237.

26) On trouve à divers endroits du monde l'usage de consommer certaines parties symboliques d'un parent lors de ses funérailles, ou certaines parties du corps d'un ennemi tué, pour se prémunir contre les représailles de son Ombre. Mais, surtout en cas de guerre prolongée comme encore récemment au Vietnam, cela a parfois dégénéré en une sorte de gastronomie cruelle et méprisante pour le mort réduit à l'état de viande. Faute de savoir qui était mangé et dans quelles conditions exactes (p. ex. si la sélection des morceaux s'inspirait de considérations gastronomiques comme les brochettes de foie humain des Sud-Vietnamiens, ou au contraire de considérations symboliques comme dans les rites funéraires), il ne nous est pas possible de classer le cannibalisme des hommes de Gongo.

27) F.P., op.cit., p. 236

28) *idem.*, p. 237.

29) Lejeune, op.cit., pp. 102-103.

30) à Kasongo, il y eut au contraire un butin considérable, dont 3T d'ivoire.

31) in Lejeune, op.cit., p. 102.

32) Laquelle, soit dit en passant, était entièrement à la merci de Gongo Lutete.

33) Le Dr. Hinde, envoyé par Dhanis pour ordonner de surseoir, arriva trop tard.

34) F.P., op.cit., p. 242.

VII. Soldats d'occasion?

Cette même année où Gongo Lutete fut exécuté, les premiers de ceux qui allaient devenir les Baoni entraient dans la F.P. Au début de 1893, Dhanis était victorieux, Nyangwe et Kasongo étaient tombés. Un succès militaire, mais aussi psychologique considérable: la *capitale de l'esclavage* et la *capitale de Tippo-Tip* étaient entre ses mains. Cette brillante médaille n'était pourtant pas sans revers: les hommes, les vivres et les munitions faisaient cruellement défaut au moment même de ces succès.

'Au mois de février 1893, l'Inspecteur d'Etat Fivé, que j'accompagnais (c'est Henry qui parle) remontait le fleuve, de Léo à Stanleyville, afin de recruter des soldats et de récupérer des armes et des munitions pour venir en aide au poste des Falls. Malgré ses pouvoirs discrétionnaires, Fivé ne put trouver que quatorze recrues de Léo à Bumba! Une tentative vers Ibembo ne lui en donna que quatorze de plus, et un Européen, le capitaine Daenen, qui descendait fin de terme d'une glorieuse campagne dans l'Uele et qui se mit vaillamment à la disposition de Fivé...

'Au point de vue vivres et approvisionnements de guerre, c'était pis encore...

'Au reçu de cet appel (de Tobback, assiégé aux Falls) j'embarquai dans une pirogue les quatre caisses de 540 cartouches qu'il y avait à Bumba, une demi-douzaine de fusils Albini, le sergent Badart et nos quatorze recrues qui, pour la circonstance, devinrent des payeurs. Comme vivres, vous ne sauriez deviner ce que le poste de Bumba put nous donner, pour Badart et pour moi: une poule! Il n'y avait pas même une boîte de sardines au poste et pour nous donner une poule, le chef de poste s'était, sans jeu de mots, *dépouillé*... (1).

Lothaire, qui recrute chez les Bangala, n'a pas, lui, de peine à trouver des soldats, mais il ne peut donner pour tout équipement aux 200 volontaires qu'il trouve qu'un fez rouge. Par la suite, on put leur donner aussi une couverture. Les motivations des recrues étaient dignes de la grande tradition de la F.P.: 'Les succès obtenus quelques mois auparavant, le riche butin d'étoffes qui s'en était suivi, les amimaient d'un en-

thousiasme que doublait le plaisir de voyager, de voir le pays des Matamatamba (2) dont on avait tant parlé (3). Ce recrutement-là sauve encore les apparences de la normale. D'autres officiers avaient des procédés plus personnels.

D'après Hinde, (4) à cette époque, le capitaine Doorme fit choix, parmi les prisonniers, d'un certain nombre d'indigènes et d'esclaves arabes et les dressa comme soldats avec le plus grand succès. Dans les combats qui suivirent, il conduisit plusieurs fois, en personne, une centaine de ces hommes au feu.

L'idée de les employer lui était venue d'une manière assez originale. La pensée seule d'écrire un rapport lui inspirait la plus profonde horreur.

Ainsi, chaque fois qu'un homme de sa compagnie était tué, se contentait-il de mentionner le décès, et s'empressait-il de remplir la place vacante par une de ses fameuses recrues, à laquelle il donnait le nom, le numéro matricule, le fusil et l'équipement du mort. Ce stratagème passa longtemps inaperçu; mais il fut découvert un beau jour où le commandant, parcourant les états d'effectifs, constata que le capitaine, bien qu'il ait eu cinquante pour cent de pertes, n'en présentait pas moins sa compagnie dans le même état où elle se trouvait trois ou quatre mois plus tôt, sans que le nombre, ou même les noms de ses soldats aient subi la moindre modification.

La formule de Doorme était certes particulièrement originale, mais à cela près, tout le monde faisait comme lui: les auxiliaires et les esclaves libérés qui souscrivaient un engagement étaient immédiatement versés dans la troupe. Les soldats recrutés suivant le décret de 1891 et passés par un camp d'instruction représentaient une part toujours plus réduite de l'effectif. D'après l'historiographe officiel de la F.P., à la fin de 1893 'la moitié des hommes de la colonne étaient des Baluba, des Batetela, et des Benamulela' (5).

L'exécution de Gongo provoqua des désertions de soldats, des défections de chefs récemment ralliés et des troubles dans la région de Ngandu, où Gillain dut mener jusqu'en décembre 1893 une campagne de *pacification*. Dans le cadre de celle-ci, une partie importante de la garde personnelle de Gongo Lutete dont on craignait le soulèvement, fut reléguée à Lusambo. Beaucoup de ces guerriers s'engagèrent dans la F.P. Après la *campagne arabe*, ils furent éparpillés un peu partout dans les garnisons du Luabala-Kasai. La situation ne dégénéra d'ailleurs pas en insurrection ouverte, sans doute en partie parce que l'Etat ne fit pas obstacle au fait que Lupungu, fils du chef assassiné, succéda à son père. De plus, heureusement pour la F.P., Rumaliza qui était devenu l'adversaire principal ne mit guère la situation à profit. Il saisit l'occasion pour

fortifier ses positions, mais ne passa pas à l'offensive. En décembre, la situation à Ngandu était stabilisée et des renforts, des armes et des munitions avaient pu arriver de Kirundu et de Lusambo. La période de faiblesse relative de la F.P. était donc passée et la campagne contre les Ngwana put se poursuivre jusqu'à la victoire finale.

Les velléités de venger Gongo Lutete ne semblent donc avoir duré que peu de temps et, parmi les recrues hâtivement incorporées par la F.P., il y eut un nombre important de ses anciens collaborateurs, sans que cela empêche ces unités de fonctionner efficacement. En effet, la F.P. fut à même de poursuivre victorieusement son effort de guerre et, un an plus tard, la menace Ngwana n'était plus qu'un souvenir. Cela étant, il est étonnant de lire des choses comme celles-ci: 'Pressés par les événements, bien des commissaires de districts ou Inspecteurs d'Etat enrôlèrent des volontaires sans leur donner une instruction suffisante ou admirèrent dans leurs rangs des ennemis de la veille qui venaient d'être battus. C'est ainsi que les anciens alliés des Arabes vinrent, pendant un certain temps, grossir les rangs de la Force Publique. On n'eut pas à se féliciter de cette mesure, car ces soldats d'occasion, non rompus à la discipline par le passage dans les camps d'instruction, furent ceux qui à Lulubourg, à Ndirfi et Shinkakasa mirent en péril la paix d'une station, d'une région ou d'une province toute entière' (6).

Ou encore: 'Ces hommes, véritable ramassis de brigands, étaient des esclaves ou des fils d'esclaves, libérés (?) pour être transformés en guerriers à la solde des chefs de bande de chasseurs d'esclaves.

'C'est de pareils hommes qu'était composée, par exemple, la troupe du fameux Gongo Lutete. Parce qu'elle était installée dans la région habitée par les Batetela, les hommes de cette bande furent abusivement appelés Batetela, ainsi d'ailleurs que la plupart des arabisés enrôlés de 1894 à 1896 dans les forces de l'Etat. En réalité ces hommes venaient de toutes les régions entre Zanzibar et le Lomami...' (7).

Cela contraste, non seulement avec les appréciations dihyrambiques des officiers sur les Tetela (8) mais aussi avec les commentaires flatteurs formulés par ailleurs sur la conduite de ces troupes pendant la *campagne arabe*. Car les *bouche-trou* qui permettraient au capitaine Doorme de ne pas écrire trop de rapports n'avaient pas été recrutés autrement!

Les chiffres que nous avons cités au chapitre III montrent d'ailleurs éloquentement que le recrutement dans les régions *arabisées* dont on dit à posteriori tant de mal fut délibérément poussé entre 1893 et 1897 (9). Et c'est encore de ce même ramassis de brigands que parle l'auto-histoire de la F.P. quand, traçant le bilan de la *campagne arabe*, elle affirme: (10) 'Dans cette occasion, ils montrèrent que la plupart d'entre eux étaient des soldats dont le courage ne le cédait en rien à celui des meilleurs mercenaires.'

Dhanis tut d'ailleurs suffisamment satisfaits du recrutement hâtif des *Bateela* durant la campagne contre les Ngwana pour envisager de rééditer la même expérience sur une plus grande échelle en vue de l'épédition du Nil. Ce fut certainement une imprudence de sa part. Mais si ces soldats avaient été aussi évidemment mauvais que d'autres semblent le dire — par après et in tempore suspecto — ce n'est plus de l'imprudence de Dhanis qu'il faudrait parler, mais de son accès de folie suicidaire!

Bref, il y a dans tout cela quelque chose qui cloche et il faudrait s'entendre. Voilà des gens qui sont les soldats préférés de tous les Blancs (Lapière), que l'on cherche à recruter, qui ont une excellente conduite au feu, et à qui revient une grande part du mérite de la victoire sur les Ngwana. En même temps, ils sont un ramassis de brigands et de soldats d'occasion, la veille encore chasseurs d'esclaves, voire esclaves eux-mêmes (11). Or, on ne parle pas de personnes différentes. L'un des *meneurs* de la révolte de Luluabourg, Kandolo, avait été garde du corps de Gongo Lutete, s'était ensuite engagé dans la F. P., et était devenu sergent. Il n'avait pas trouvé ses galons au pied d'un cocotier. Force est de constater que cet individu qui présentait toutes les tares (engagé irrégulier sans écolage, homme de confiance d'un chasseur d'esclave notoire, officiellement traître et massacreur) avait donné suffisamment satisfaction à ses chefs pour recevoir de l'avancement, et conquérir plusieurs grades en vingt mois, de septembre 93 à juin 95. (12)

Il faut donc bien se résoudre à penser qu'il n'y a pas eu d'un côté des soldats exemplaires et de l'autre un ramassis de gens de sac et de corde. Nous avons d'ailleurs déjà cité quelques faits qui jettent une étrange lueur sur le comportement des soldats *exemplaires* à qui on n'a jamais rien reproché, comportement qui est parfois difficile à distinguer, justement, de celui d'un *ramassis de brigands* (13).

Compte tenu d'une part de leur passé auquel on s'accorde à rendre hommage, et aussi de la morale assez élastique que l'on pratiquait dans la F. P., il est exclu, si l'on prend la peine de réfléchir le moins du monde, d'accepter l'explication des révoltes par le *retour au galop* de la vilaine nature de ces enrôlés de 93-97. Et nous avons eu l'occasion de dire déjà — les textes de la F. P. le confirment d'ailleurs — que le phénomène tribal irrationnel ne joue pas non plus pour ces hommes si divers (14). Il faut qu'une ou des circonstances extérieures aient amené ces hommes à la révolte.

Nous allons voir sous peu que, à Luluabourg, à Ndirifi ou à Shinkakasa, il n'était pas nécessaire de rechercher des motivations subtilement psychologiques, vengeance de Gongo Lutete ou résurgence de Dieu sait quel atavisme sauvage. Les privations, les injustices, les coups et le mépris suffiraient largement.

NOTES

- 1) Henry in Lejeune, op. cit., pp. 114-115.
- 2) Ce mot a, en Lingala, sensiblement le même sens que Ngwana en swahili.
- 3) Lejeune Léon: *L'histoire*, p. 63.
- 4) S. L. Hinde: op. cit., p. 126. La chose serait confirmée par d'autres témoins d'après F. P. op. cit., p. 273.
- 5) F. P. op. cit., p. 274.
- 6) F. P. op. cit., p. 74.
- 7) idem, p. 350.
- 8) cfr. ch. III, p.
- 9) cfr. tableaux du ch. III
- 10) F. P. op. cit., p. 292.
- 11) Si quelqu'un a eu le malheur d'être esclave à un moment de sa vie, on ne voit de toute façon pas pourquoi on le lui reprocherait à l'égal d'une tare, ainsi que le fait le texte cité. A tortiori, en quoi est-on coupable d'être *fils d'esclave*? S'agirait-il de gens naturellement si vils qu'ils sont de toute éternité promis à la servitude? Mais alors, que reprochant-on à Tippo-Tip?
- 12) Soldat de 1^{re} classe, caporal, sergent. Le grade le plus élevé que pouvait atteindre un Noir étant celui d'adjudant, cfr. F. P. op. cit., annexe 10.
- 13) cfr. chapitre III.
- 14) Même en prenant *Tetele* dans son sens le plus large, il y eut parmi les participants des diverses révoltes des soldats qui n'avaient pas été engagés dans des circonstances spéciales et n'avaient jamais mis les pieds dans les secteurs *arabisés*. A contrario, il y eut des *Tetele* au sens le plus étroit parmi les troupes loyalistes, tel le caporal Lufingula. Ce dernier, il est vrai, avait été recruté et instruit normalement.

VIII. Luluabourg/1895

Luluabourg (aujourd'hui Kananga) fut plus tard le chef-lieu de la province du Kasai, et est encore celui de la région du Kasai Occidental. A l'époque, le district du Luataba-Kasai avait pour chef-lieu Lusambo, Luluabourg, situé à quelques kilomètres de ce qui est aujourd'hui Kananga, n'était qu'un simple poste, mais un poste important (1).

Le district comptait environ 1.000 soldats actifs. Le commandant Gillain était C. D. — on retrouve l'habitude des militaires aux postes civils — et résidait évidemment à Lusambo, où se trouvaient environ cinq cents soldats, commandés par le commandant Michaux, le Lieutenant Dufour, et quelques sous-officiers. Luluabourg était la deuxième garnison du district, avec un effectif approximatif de deux cents soldats. C'était en effet une région turbulente, en particulier à cause des Bena-Kanyoka de la région de Kanda-Kanda, où l'on trouvait quelques chefs insoumis particulièrement agressifs.

Il faut ajouter que cette région, secouée récemment par les campagnes de chasse aux esclaves de Gongo Lutete, Lumpungu et Mpania Mutombo, puis par les affrontements entre ceux-ci et la F. P., enfin par la campagne contre les Ngwana et les remous consécutifs à la suppression de Gongo Lutete, avait connu des mouvements de population en tous sens et en désordre, avec comme séquelles de nombreux différents territoriaux et autres.

En intervenant maladroitement dans ce genre de situation pour favoriser des réfugiés Luba originaires d'autres parties du district ou du Katanga, qui semblaient avoir besoin d'appui puisqu'ils étaient des *personnes déplacées*, donc vulnérables, les Belges vont d'ailleurs créer le fameux conflit *tribal* Lulua-Luba. On croit souvent tenir là l'exemple type de la haine tribale, alors que les protagonistes sont deux rameaux de l'ethnie Luba. Le nom de Lulua, originellement celui d'une rivière, a été plaqué sur les premiers occupants pour les distinguer de leurs congénères plus récemment arrivés.

Les interventions de l'Etat dans ces divers conflits lui valurent inévitablement l'inimitié, voire la révolte des communautés qui s'estimaient lésées par la solution que l'administration prétendait imposer. Il y avait

donc un peu partout des chefs bien décidés à tout faire pour être désagréables à l'E.C., par exemple à s'entendre avec d'éventuels déserteurs.

Le poste de Luluabourg était pourvu d'une garnison importante parce qu'il servait de base à des expéditions de pacification dans une région perpétuellement troublée. A la tête de ces troupes se trouvaient le capitaine Pelzer et le lieutenant Cassart. La personnalité et les agissements de Pelzer jouèrent un rôle essentiel dans la genèse de la révolte. L'intendant, le commis Laissaux, ne résidait pas au poste avec les autres officiers, mais à Ishimiane, à un kilomètre de là.

Les autres postes militaires du district étaient beaucoup moins importants. A Mukabua, au sud-est de Luluabourg, quatre-vingt soldats étaient commandés par le sous-officier Lapière (celui-là même dont nous avons cité l'avis louangeur qu'il avait sur les Tetela, ses soldats pré-férés).

Aux Wissman-Falls (2), sur la rive droite du Kasai, se trouvaient septante hommes, sous les ordres du sous-officier Konings.

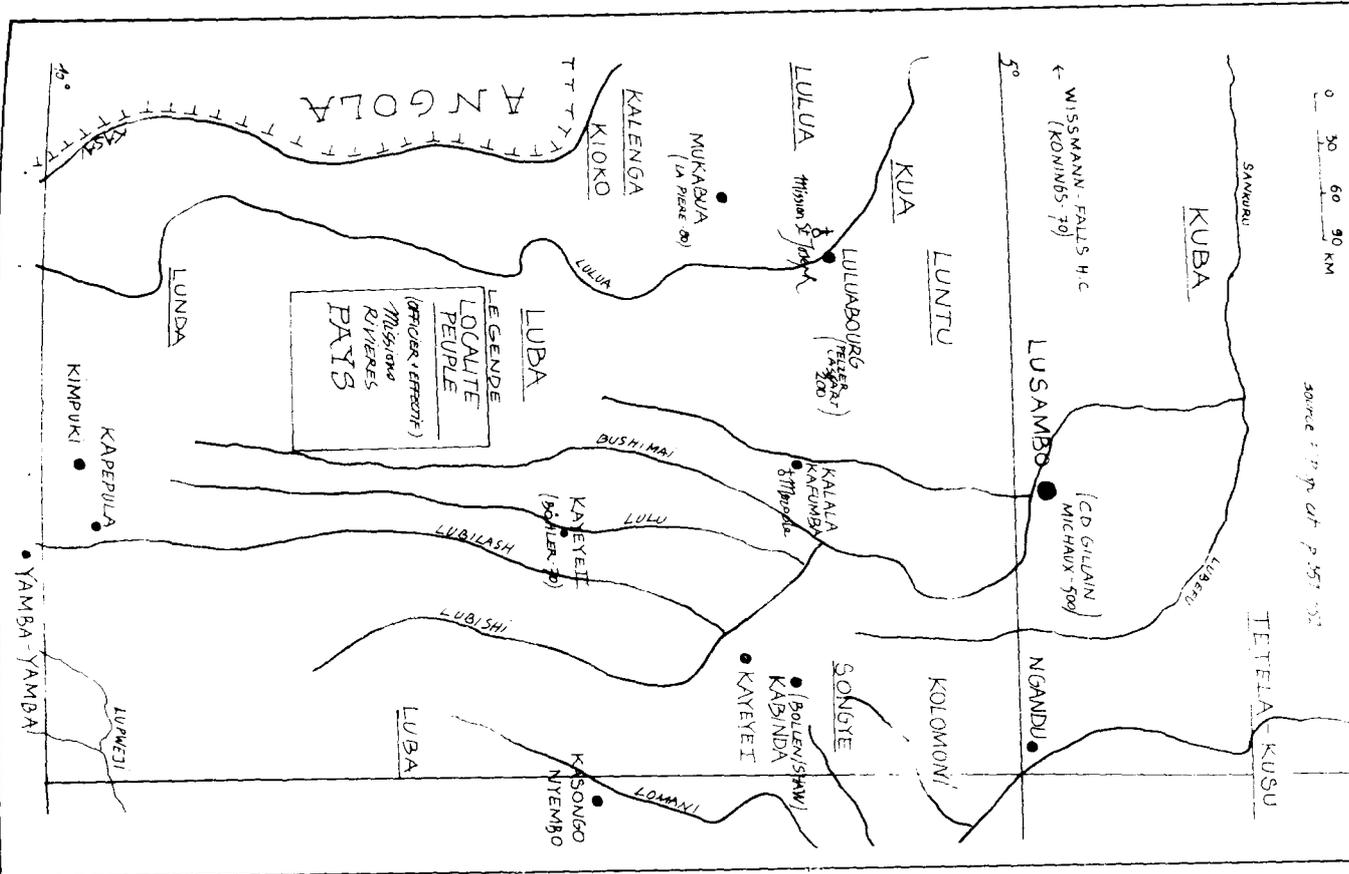
Au début de 1895, dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons, fut fondé le poste de Kayeye II, destiné au maintien de l'ordre dans la fameuse région troublée de Kanda-Kanda. Au moment où les révoltes commencèrent, il y avait là entre septante et quatre-vingt hommes, avec un officier norvégien, le Lieutenant Böhler, et l'adjutant Dehaspe.

A Kabinda, le village de Lumpungu que nous avons déjà évoqué comme allié et obligé de Gongo Lutete, il n'y avait pas à proprement parler de garnison, mais deux officiers, les lieutenants Bollen et Shaw, et le sous-officier Froment, qui y résidaient avec une escorte minimum.

Il faut encore signaler la présence dans la région de deux missions, qui jouèrent un rôle important durant les premières heures de la révolte. Elles étaient tenues toutes deux par les Pères de Scheut. L'une, à proximité de Luluabourg et où on trouvait aussi des Soeurs de la Charité de Grand, était dédiée à Saint-Joseph. L'autre, la mission de Mérode, se trouvait près de Kalala-Kafumba.

Un certain nombre des soldats de Luluabourg, comme de l'ensemble du district, étaient effectivement des *anciens* de Gongo-Lutete. Nous avons suffisamment démontré qu'il est absurde d'imaginer que, vingt mois après la mort de leur chef, ils se soient brusquement mis en tête de le venger. Par contre, il est évident que la façon dont l'E.C.S. était débarqué d'un homme qui lui avait rendu les plus grands services durant la guerre contre les Ngwana était de nature à laisser une certaine rancœur chez des hommes qui avaient connu Gongo et, pour certains, avaient été ses amis. Nous pensons même qu'il y eut plus que de la rancœur et qu'on en tira des leçons définitives quant à la manière dont les Blancs se com-

La région de Luluabourg en juin 1895



portent et dont il faut se comporter avec eux. On peut même admettre en partie ce qu'avancent les historographes de la F.P. : 'Peut-être ces hommes se rappelaient-ils parfois avec regret le temps où ils servaient un corps où la discipline était moins austère que celle de la Force Publique, le temps où il leur était permis d'avoir plusieurs femmes et des esclaves et d'être de temps en temps cannibales?' (4).

Mais, quand on servait dans la F.P. à Luluabourg, il n'était pas nécessaire d'être un adepte résolu des parties de jambe-en-l'air ou des festins anthropophages pour trouver que, du temps de Congo-Lutele, c'était le *bon temps*. La solde très irrégulièrement payée et le ravitaillement difficile ne contribuaient déjà pas à mettre la troupe en belle humeur. Mais le pire, c'était le capitaine Pelzer. 'Il était', dit pudiquement la F.P., 'de caractère difficile et avait de fréquentes altercations avec ses chefs et ses subordonnés' (5). Soyons francs! Pelzer appartenait à la pire espèce d'hommes que puisse engendrer l'Armée: le chien de quartier sadique. Dans une caserne européenne, il aurait simplement contribué à dégoûter quelques recrues du métier des armes. Mais dans la situation de chef d'un poste isolé, avec les pouvoirs discrétionnaires que cela impliquait en pratique dans l'EIC, et compte tenu de l'extrême sévérité du règlement de la F.P., avec son cortège de peines corporelles, cela tournait à la calamité. Pelzer était d'une sévérité excessive, dépassait couramment les dispositions réglementaires et prenait visiblement plaisir à voir infliger des sévices. Il mettait d'ailleurs volontiers lui-même la main à la pâte. Bien qu'il ait eu deux cents hommes sous ses ordres qu'il avait toute licence réglementaire de tourmenter, il semble bien, comme le font souvent les brutes de ce genre, avoir eu un souffre-douleur particulièrement visé en la personne de son boy, un certain Kapilu. Une haine longtemps contenue et bien entretenue par des mauvais traitements répétés peut seule expliquer le débordement de haine et d'acharnement dont celui-ci fit preuve lors de l'insurrection (6).

La présence de châtiments corporels à la F.P., qui a tendance à nous faire sursauter, devait être moins choquante pour les Africains de l'époque qu'elle ne l'est pour nous: ils ont tendance à apprécier une justice sévère et des peines exemplaires. Mais ils ont aussi un sens très pointilleux de l'équité, et la tradition regorge d'anecdotes, proverbes, contes ou fables qui stigmatisent non pas la sévérité mais l'abus de pouvoir ou le favoritisme (7). Un proverbe bantou dit: 'L'aigle oublie, mais la poule se souvient'. Pelzer se fia peut-être trop à l'absence apparente de réactions de ses victimes. Car, si ces hommes étaient contraints au silence comme on l'est toujours face à ce genre de personnages dont la médiocrité sadique s'exerce à l'abri des galons, ils n'oubliaient rien et espéraient obscurément que leur heure viendrait. Et le jour vint ou Pelzer alla trop loin...

En 1894 et 1895, les troupes de Luluabourg entreprirent plusieurs fois en action contre les Bena-Kanyoka. Le CD Gilain prétendait en effet destituer un de leurs chefs, Kalenda, et le remplacer par un chef plus 'souple' (8). En septembre 94, Pelzer ne se tira que difficilement d'un combat avec ses guerriers et Cassart fut blessé.

La F.P. revint en 1895 avec des forces plus importantes. Kalenda voulut prendre lui-même la tête de ses hommes pour arracher la victoire par un assaut particulièrement foudroyant. Il fut tué par le sergent Kandolo, un assaut particulièrement foudroyant. La résistance des Bena-Kanyoka, démoralisés par la mort de leur chef, s'effondra. Le sergent tetcha fut d'autant plus le héros du jour que Pelzer avait promis de subventionnelles récompenses à ses troupes en cas de succès. Les soldats, impatientés de regagner Luluabourg pour y percevoir leurs gratifications dures pendant prendre leur mal en patience, car il fallut rester deux mois sur place pour établir le poste de Kayeye II (dont la garnison était donc fournie par les troupes de Luluabourg).

Entretiens, Michaux, Lapière, Dufour et leurs soldats devaient intervenir eux aussi, dans la région de Mukabua, contre le chef Kalemba. Michaux et Dufour, qui reconduisaient leurs troupes à Lusambo après avoir accompli leur mission, firent étape à Luluabourg et la colonne de Pelzer les y rejoignit le 27 juin 1895. Les deux détachements célébrèrent ensemble leurs succès. Il y eut beaucoup d'agitation, de soldats courant en tous sens et l'on tira de nombreux coups de feu en l'air. Ce genre de manifestation du style *fantasia* n'est pas un exemple de discipline mais n'avait rien d'exceptionnel et s'explique aisément par l'habitude bien enracinée en Afrique de fêter les succès guerriers par des chants et des danses aux cours desquels on se livre à toutes sortes de simulacres illustrant, pour l'édification du public, les plus notables phases du combat victorieux. Il est donc exagéré d'y voir, comme Lassaux (9) un premier essai de révolte, thèse que d'ailleurs la F.P. rejette elle aussi (10).

En fait, si la mutinerie avait été préparée et concertée, le moment aurait été idéalement choisi ce soir-là. En effet, les deux principaux détachements du Luabala-Kasai se trouvaient réunis pour deux jours à Luluabourg: une révolte générale aurait eu le district à sa merci. Le nombre accru des soldats présents à Luluabourg, ainsi que les préparatifs du départ de Michaux auraient de plus favorisé la préparation d'un coup de main pour l'appel du 29 juin au matin, plutôt que pour celui du 4 juillet. Un seul point aurait été douteux, mais pas forcément insurmontable: les Blancs auraient été plus nombreux et n'auraient pas été forcément tous présents à l'appel du matin.

Le fait que cette révolte fut fomentée en quelques jours ruine les affir-

mations officielles sur les *meneurs*. Des meneurs habiles, agissant sur des caractères mal préparés aux vicissitudes du métier de soldat (11)... (les) conduisant facilement à se révolter contre l'autorité' (12); ou encore: 'Prétexes que des meneurs habiles puissent exploiter; quitte à se servir de ces vieilles querelles (solde, ravitaillement NDA) pour augmenter encore le mécontentement de la troupe' (13).

Ne tombons pas dans l'angélisme: la démoralisation est une chose qui existe, encore qu'elle émane d'un ennemi extérieur que la F.P. n'avait pas puisqu'en ce temps-là le Congo n'était en guerre avec personne. Mais pour amener à la révolte ouverte des soldats qui savent qu'ils vont y risquer gros, il faut plus de quatre ou cinq jours à un meneur, même extrêmement habile. Ajoutons que rien parmi les rares éléments d'origine africaine dont on peut disposer ne donne en aucune façon à penser que l'insurrection ait été préparée longtemps à l'avance. Un dernier signe montre que l'insurrection fut improvisée en très peu de temps: la nécessité d'aller vite rendit certains préparatifs si évidents que les *conseillers* faillirent se faire prendre.

Quant à ce qui a *fait déborder le vase*, il suffit de voir la manière dont les motifs de mécontentement se sont accumulés entre le 29 juin et le 3 juillet!

Tout d'abord, les fameuses récompenses, promises dès avant le départ contre Kalenda, attendues avec avidité depuis le mois d'avril, ne seront tout simplement pas distribuées. Cette gracieuseté de Pelzer venait s'ajouter à la solde toujours impayée et aux difficultés de ravitaillement.

En prime, on assista à une grêle de punitions démentielle: le boy Kapilu se voit condamner au fouet pour une obscure affaire de femmes. Pelzer dépassa plusieurs fois le maximum autorisé. De plus, alors que Kapilu, couché au sol face à terre — ce qui était la posture habituelle pour cette punition — attendait que la lanière s'abatte sur lui, Pelzer le piétina sauvagement. Dans une affaire d'adultère concernant un caporal Luba qui avait eu des relations coupables avec une femme tetela nommée Adolphine, non seulement Pelzer *corsa* là aussi la sentence, mais il alla même jusqu'à proférer des menaces de mort.

Outre ce que ces faits ont d'inadmissible en eux-mêmes, il faut noter qu'àux yeux des Africains la disproportion entre la faute et le châtement était encore bien plus grande. Selon toute apparence, Adolphine devait être célibataire, puisqu'il n'est fait aucune mention d'un mari blessé dans son honneur qui serait venu demander justice. Pour Kapilu, nous n'avons même pas de mention nominale de la *complice*, mais là non plus on ne voit pas paraître de *partie civile*.

Le P. Van Zandycke, suivi par d'autres auteurs, attribue à l'affaire

Adolphine un poids prépondérant parmi les causes de la mutinerie. Il attribue la punition d'Adolphine et de son complice au fait que, dit-il, Adolphine était la *ménagère* du Lt. Lapière. Elle le lui aurait avoué personnellement, bien des années après les faits.

Les moeurs de l'EIC étant ce qu'elles étaient, il n'est nullement étonnant que Lapière ait eu une compagne indigène. Et il est bien naturel qu'il ait manifesté quelque contrariété s'il s'est aperçu qu'il n'était pas seul à bénéficier de ses faveurs. Par ailleurs, si l'autre amant d'Adolphine était un militaire, Lapière avait le devoir, en tant que chef du poste de Mukabua, de le punir s'il y avait lieu en cas d'adultère. Le cas d'Adolphine elle-même est moins clair, puisqu'elle n'était *femme de soldat* que de la main gauche et que l'extension à sa personne de l'autorité de l'officier aurait pu se discuter. Il est vrai que l'EIC ne se spécialisait pas particulièrement dans la subtilité juridique, et il faut bien reconnaître qu'avec les régimes matrimoniaux compliqués et diversifiés que connaissent les cultures bantoues, on était bien forcé de s'en tenir à la constatation qu'une cohabitation existait de fait.

Tout cela étant, le compte rendu du P. Van Zandycke n'est pas sans soulever à nos yeux quelques difficultés, voire invraisemblances.

- Il est pour le moins surprenant de voir un concubin trompé faire la proclamation publique de son infortune en l'accompagnant de mesures spectaculaires telles que des arrestations et des transferts.

- Lapière pouvait parfaitement ordonner lui-même la punition des *culpables* sans recourir à l'autorité supérieure. Envoyer les prévenus à Lusambo chez Pelzer dont la sévérité excessive était notoire était une *vacherie* que ses hommes auraient gardé en mémoire.

- Or, précisément, Lapière, qui aurait donc posé l'acte qui fut à l'origine de la révolte, a été volontairement épargné par les révoltés.

Il se peut très bien qu'Adolphine, comme beaucoup de femmes mûrissantes, se soit plu à évoquer les ravages que dans sa jeunesse ses charmes avaient exercés sur la gent masculine, et qu'il ne lui ait pas déplu de passer pour l'Hélène de cette nouvelle guerre de Troie.

La possibilité de monter en épingle le rôle dévastateur des *ménagères* (l'une des bêtes noires de la Compagnie de Jésus) comme jouant un rôle important dans la genèse de la révolte ne devait sans doute pas déplaire au P. Van Zandycke, s.j. (14).

Si l'affaire Adolphine a pris place dans le cortège de griets qui pesait, dans l'esprit de la troupe, contre le capitaine Pelzer, elle n'a sans doute pas autant joué le rôle de goutte d'eau qui fait déborder le vase que la condamnation de Kapilu. A en juger par sa conduite lors des événements qui suivirent, c'est surtout ce dernier qui fit beaucoup de bruit autour de l'injustice que le frappait une fois de plus. La condamnation du

boy, comme celle de la jeune femme, n'ont cependant pu servir de détonateur que parce qu'il y avait des rancoeurs accumulées et parce qu'elles apparaissaient toutes deux comme des exemples flagrants de disproportion entre la faute et la sanction.

Pour la coutume, *seul* l'adultère de la femme donne en général lieu, non pas à une punition — laissée à la discrétion et... à la poigne de l'époux batoué — mais à une réparation que le séducteur doit verser au mari trompé (15). L'action de l'épouse trompée se réduit, elle, à obtenir le divorce aux torts de l'infidèle. Il n'y a pas dans ce cas à verser de compensation, puisque la compensation matrimoniale versée au moment du mariage revient à l'épouse qui obtient la dissolution du mariage aux torts de l'époux (16). L'adultère ne donne lieu à une répression sévère que si, au lieu de se limiter à des relations sexuelles, il se met à représenter un danger pour le groupe parce que les amants cherchent à se favoriser *matériellement*, par exemple si l'épouse donne à son amant la nourriture destinée à son mari, ou si celui-ci détourne au profit de sa maîtresse des produits de sa chasse.

Dans ces cas-là, où la justice distributive est violée, et donc la survie du groupe mise, au moins potentiellement et symboliquement, en danger, la punition peut être terrible, allant jusqu'à la mort aggravée par divers supplices... Aux yeux des soldats, les peines infligées par Pelzer faisaient un peu l'effet que nous ferait une condamnation aux travaux forcés à perpétuité pour être sorti de chez soi sans se munir de sa carte d'identité. Et, sans verser dans la psychanalyse de bazar, on ne peut que voir une preuve supplémentaire de déséquilibre chez le capitaine en le voyant réagir avec une rage aussi disproportionnée à propos d'affaires sexuelles.

Il est hors de doute, comme la suite des événements le montrera, que la réaction de désapprobation vis-à-vis de Pelzer fut générale. Aucun être sensé n'aurait d'ailleurs pu lui donner raison. Personne, même les soldats peu enthousiasmés par la révolte, ne mettra donc en doute son bien-fondé et ne fera donc rien pour l'empêcher ou la dénoncer. Ce mécontentement unanime devait cependant se cristalliser autour de trois hommes qui feraient figure de *meneurs* et qui étaient trois gradés tetela.

Les caporaux Yamba-Yamba et Kimpuki (17) s'estimaient tenus de venger l'injure faite à leurs deux *parents*. La troisième *vedette*, le sergent Kandolo, jouissait d'un grand prestige auprès de la troupe de par ses qualités personnelles, son avancement rapide et du fait d'avoir été proche de Gongo Lutete. Celui-ci et la F. P. tombèrent donc pour une fois d'accord sur la valeur de Kandolo, qui fit une belle carrière dans les deux armées. Il jouissait du prestige encore accru d'avoir tué Kalenda et

d'être ainsi le principal artisan de la récente victoire qui aurait dû amener les fameux cadeaux dont on était si injustement frustrés. Peut-être Kandolo fut-il approché par les deux caporaux justement dans le but de voir la conspiration bénéficier de son prestige et avoir ainsi des chances accrues de faire l'unanimité. Mais ce n'est là qu'une hypothèse.

Au départ, il n'y eut sans doute pas l'idée d'organiser des massacres ou des opérations militaires, mais bien de désertir et de regagner la région de Ngandu. 'On m'en a trop fait voir, je plie bagage et je rentre chez moi!' doit assez bien correspondre à l'état d'esprit des soldats de Lutubourg le 3 juillet 1895. Tout au plus avaient-ils prévu de neutraliser les deux officiers belges, par la force, s'il le fallait.

Les rancoeurs accumulées par Kapilu, les souvenirs sinistres de l'affaire Gongo Lutete avec leur terrible conclusion : *il faut les tuer* allaient s'y opposer et faire couler dès le 4 juin le sang des premiers morts d'une longue série.

Nous rencontrons ici pour la première fois un facteur de division qui va jouer tout au long de l'histoire des Baoni : l'opposition entre une tendance minimaliste et optimiste, qui croit qu'il est possible de neutraliser les Européens, ou du moins de ne tuer que quelques militaires puis de disparaître dans la nature pour retourner au village comme si de rien n'était, et une tendance extrémiste et pessimiste, qui pense qu'il faut faire le plus de dégâts possible parce que les Blancs ne renonceront pas et que chaque journée d'autonomie devra se mériter les armes à la main.

Le manque absolu de discrétion des préparatifs de départ, qui ne s'explique que si d'une part l'insurrection avait bien le caractère spontané et improvisé que nous avons dit, et qui suppose aussi que l'on était sûr de la complicité au moins passive de tous les soldats, y compris les congolais d'autres ethnies voire les *volontaires de la Côte*, et non de celle des seuls Tetela, montre qu'au départ les thèses *minimalistes* (désertion sans effusion de sang) ont dû prévaloir, car c'étaient les seules qui puissent faire une aussi large unanimité. Et nous pesons nos mots quand nous parlons de manque absolu de discrétion. Qu'on juge de l'activité qui devait régner dans le camp de Lutubourg dans la nuit du 3 au 4 juillet : 'Tout le monde, en effet, soldats, femmes et enfants (18) était au courant de la migration du lendemain. Il fallait de la nourriture pour le grand voyage. On vola et on tua un boeuf : leurs propres canards, leurs poules, tout y passait. On fit des feux pour boucaner la viande. Et tout cela ne se fit pas sans causer quelque bruit' (19).

Il ne se trouva cependant qu'un Africain pour paraître remarquer cette kermesse : le boy de Cassart, qui s'en fut réveiller le lieutenant. Sans doute par crainte du caractère ombrageux de son chef, Cassart s'abstint d'agir et se borna à aller voir Pelzer, qui déclara qu'il fallait

attendre le lendemain pour s'occuper de cette histoire. Le chef de poste ayant parlé, le lieutenant ne pouvait plus que se reconcher. Agir autrement aurait été de l'insubordination.

Que Pelzer n'ait pas réagi devant une aussi intense activité insolite, même si son caractère était un peu *bizarre* est tellement étrange qu'on est amené à se demander s'il n'était pas de ces officiers de la F.P. qui caressaient un peu lourdement la bouteille, ou la fiole de laudanum. Ce qui, soit dit en passant, contribuerait aussi à expliquer son *caractère difficile* et le fait que, débordant le matin de rage et d'activité répressive, il ait été à d'autres moments apathique au point de remettre au lendemain l'enquête sur des faits bizarres se passant dans son camp, pourtant fort exposé, comme on l'a dit. Encore faudrait-il, si on adopte ce genre d'hypothèse, expliquer pourquoi Cassart, le trouvant hors d'état de réagir pour un motif de cet ordre, n'a pas agi alors lui-même. Il pouvait parfaitement faire par la suite un rapport où le capitaine se fût trouvé indispensible pour cause de malaria et Pelzer aurait encore été son obligé!

Peut-être Pelzer offre-t-il simplement un exemple de plus de ces occasions irritantes et absurdes, où un homme meurt pour avoir voulu éviter un effort minime.

Le 4 juillet au matin (20) les troupes se présentèrent normalement à l'appel et au salut au drapeau, où Pelzer et Cassart étaient présents. (Lassaux, résidant hors du camp, rejoignait son poste à l'intendance plus tard dans la matinée). Kapilu et Adolphine se mirent sans protester dans le rang des punis. Tout se déroula normalement jusqu'au départ du commandant. A ce moment, les soldats quittèrent les rangs à grand bruit et tirèrent des coups de fusil en l'air. Kapilu adjura Yamba-Yamba et Kimpuki de tenir leur promesse de le venger, et de tirer sur le commandant. Les caporaux et quelques soldats tirèrent dans le plus grand désordre quelques coups de feu mal ajustés en direction des officiers. Cela dura très peu de temps: des soldats protestèrent contre cette violence qui n'était pas prévue. Pelzer, touché au bras et Cassart, blessé à la hanche, réussirent à s'enfuir. Un travailleur militaire reçut une balle dans le genou. Pelzer s'enfuit par le potager du camp et se dissimula dans les buissons, cependant que Cassart réussissait à prendre le large. Le capitaine, lui, resta plusieurs heures tapi dans les broussailles, apparemment oublié par les révoltés, très occupés à faire main basse sur les réserves du camp. Il est probable que les Baoni le considéraient comme neutralisé, et n'auraient rien fait pour l'attraper, s'il n'y avait eu la rage de Kapilu. Celui-ci ne décollait pas des talons des deux caporaux, continuant à les supplier de tenir leur promesse: il ne se considérerait comme vengé que par la mort de l'officier qui l'avait tant maltraité. Il mit près de quatre

heures à les convaincre, car ce n'est qu'à 10 heures environ qu'il réussit à les entraîner vers les broussailles où le capitaine se dissimulait. Yamba-Yamba et Kimpuki s'adressèrent au commandant de place, lui certifiant que l'émence était terminée, que les soldats en avaient simplement assez de ne pas être payés et que maintenant qu'ils s'étaient payés eux-mêmes, tout allait rentrer dans l'ordre. On hésite à dire que la ficelle était grosse: c'était un cable de marine! Pelzer n'était apparemment pas de ceux pour qui il faut travailler dans la dentelle, car il accepta de sortir de sa cachette et se mit à *passer un savon* aux caporaux. Pour un homme dévoué et qui a peur mais ne veut pas le montrer, l'habitude est le meilleur des refuges. Pour Pelzer, *engueuler* était l'habitude la mieux enracinée. De plus, rester caché n'aurait guère eu de sens: les Baoni pouvaient revenir en nombre et fusiller les buissons jusqu'à ce qu'ils l'abattent. Si Pelzer committait une erreur, c'est de ne pas s'être enfui loin du camp, comme Cassart. Tout en parlant, le capitaine se dirigeait vers le camp, lorsqu'il fut foudroyé par une balle. L'interprète du camp, Lupanza wa Sudrai, protesta violemment contre cette exécution, rappelant que le but sur lequel tous les soldats avaient donné leur accord n'était pas de massacrer les Blancs, mais bien de désertir en masse. Comme il était armé et que, parlant avec beaucoup de véhémence, il donna aux soldats l'impression qu'il menaçait Kimpuki et Yamba-Yamba, il fut lui-même abattu. Le boy Kapilu s'acharna alors sur le cadavre de son maître dans un véritable accès de rage hystérique. Il tira une balle dans la tête du cadavre, le battit à coups de crosse et à coups de fouet. Lorsque les restes de Pelzer furent découverts, deux jours plus tard, il lui manquait une oreille et un morceau du nez. Le cadavre gisait à terre au milieu de la grande allée de palmiers du camp.

On ne sait pas si Kapilu fut le seul responsable des mutilations infligées au cadavre de Pelzer, ou si d'autres soldats y ont participé. La collection d'oreilles comme trophée, si elle n'était pas une habitude générale, était pratiquée par certains Africains. Par contre, la profanation de cadavres, surtout de personnages importants, était plutôt rare (21). La mutilation du nez, comme les coups, s'adressaient surtout aux vivants, ce qui fait peser un soupçon supplémentaire sur Kapilu, visiblement décidé à passer sa rage sur Pelzer mort en le traitant comme il aurait aimé le faire vivant.

Il y eut un troisième mort durant cette journée du 4 juillet: le frère de Lupanza wa Sudrai, venu protester contre la mort de son frère et réclamer la compensation coutumière pour sa mort. On ne sait ni qui le tua ni pourquoi. Un certain désordre mêlé d'indécision flotta sur les discussions qui eurent lieu pendant la journée.

Certains soldats, qui avaient accepté d'être complices par leur silence

d'une désertion massive n'appréciaient nullement de l'être devenu d'une mutinerie où le sang avait coulé. D'autres ne voyaient pas où réfugier. On en vint parfois aux mains mais il n'y eut plus de mort. On déplorait ce jour-là. Lorsque le 5 au matin le gros des révoltés prit bagage, une partie de la garnison ne les suivit pas, et on ne fit rien pour les contraindre à le faire. Parmi ceux qui s'abstinrent, une partie avait gagné la brousse dès le matin du 4 juillet, ou le fit dans la journée du 5 avec l'intention, soit de désertier individuellement, soit de se rendre au premier Blanc qu'ils rencontreraient. Les deux solutions pouvaient d'ailleurs se combiner : ils pouvaient faire route vers leurs villages, mais se rallier s'ils se faisaient cueillir par la F. P. Certains fuyards du 4 contibuerent d'ailleurs à donner l'alerte.

D'autres soldats, vraiment résolus à rester au service de l'EIC, restèrent tout simplement au camp. Il n'y avait pas de doute qu'au bout de quelques jours, le temps qu'elle soit avertie, on verrait arriver la garnison de Lusambo. Preuve supplémentaire de l'absence de concertation entre le 27 et le 29 juillet alors que les soldats de Luluabourg et ceux de Lusambo se trouvaient momentanément réunis : les Baoni empruntèrent un itinéraire qui les éloigna autant que possible de ce poste. Tournant pratiquement le dos à Ngandu, ils prirent la route du Sud-Est, vers les régions peu sûres où ils venaient de combattre.

Il est arrivé à plusieurs reprises, pendant cette révolte partie de Luluabourg, que les Baoni déroient toutes les prévisions de l'ennemi en ne se dirigeant pas vers leur zone d'origine, mais vers le territoire du chef dissident le plus proche. La F. P. battait alors en vain la brousse sur la route du Haut-Lomami, cependant que les Baoni s'évaporeaient à travers la savane dans une tout autre direction. Il suffit de regarder, sur la carte, où se trouvent les localités qui ont pris les noms de Yamba-Yamba et Kimpuki ! Il est curieux qu'on n'ait tiré aucune conclusion du fait qu'ils se précipitèrent non vers Ngandu, mais vers la région où ils venaient de battre Kalenda.

Nous espérons avoir convaincu le lecteur que la révolte avait au départ un caractère spontané et improvisé, qu'elle était censée se passer sans violence également. C'est par accident que les choses prirent dès le 4 juillet un tour sanglant. Cela ressort de presque tous les faits : une révolte prévue de longue date et incluant de propos délibéré la mort des officiers se serait passée tout autrement. Cela ne signifie en aucune façon que si le plan qui était sans doute celui des conspirateurs : mettre Pelzer et Cassart hors d'état de nuire sans les tuer, puis attendre Lassaux pour lui réserver le même sort, avait pu se dérouler sans incidents, la suite des événements aurait été différente.

La F. P., l'Etat de Léopold II ne pouvaient réagir à une telle révolte sans une désertion massive que par une répression qui n'aurait fait ni le détail, ni de quartiers. Celle-ci aurait forcé les Baoni et les populations qui leur étaient favorables, à se défendre. Le sang aurait simplement commencé à couler quelques jours plus tard. Les nuances entre extrémistes et modérés sur le respect des vies humaines, c'est chez les révoltés noirs qu'on la trouve, pas dans la répression blanche. L'émotion soulevée parmi les officiers de la F. P. par la mort de Pelzer fut suffisante pour qu'on cherche à éviter qu'elle se reproduise. N'entendons toutefois pas par là qu'on invita les officiers à se montrer humains. On essaya d'éviter qu'on puisse, comme à Luluabourg, éliminer tous les officiers d'un camp d'une seule salve. Désormais, le commandant seul fera face à la troupe lors des rassemblements. Les autres officiers prendront place derrière elle. De plus, tous les officiers devront toujours être armés pour ce genre de cérémonies (22). Il aurait peut-être mieux valu s'en prendre aux causes du meurtre de Pelzer !

NOTES

- 1) On se reportera utilement à la carte.
- 2) Hors-carte